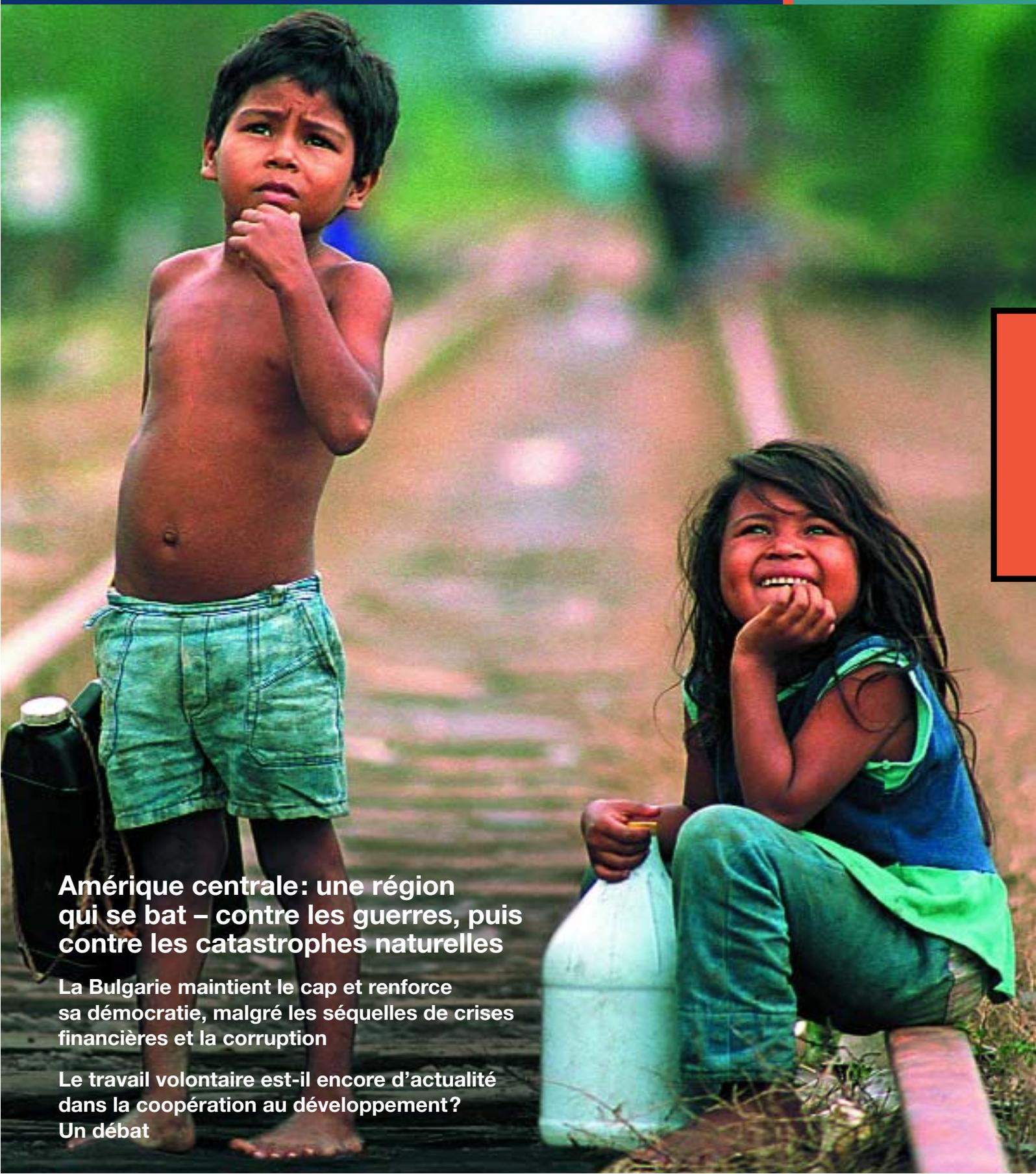


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2
JUN 2001
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



**Amérique centrale: une région
qui se bat – contre les guerres, puis
contre les catastrophes naturelles**

**La Bulgarie maintient le cap et renforce
sa démocratie, malgré les séquelles de crises
financières et la corruption**

**Le travail volontaire est-il encore d'actualité
dans la coopération au développement?
Un débat**

DOSSIER



AMÉRIQUE CENTRALE

Guerres et catastrophes entravent le développement

Après des décennies de guerre civile, ce sont les catastrophes naturelles qui mettent aujourd'hui la population à rude épreuve

6

Un réseau d'eau unique au monde

Le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala affrontent ensemble les problèmes d'eau et d'assainissement grâce à un projet régional

12

La société civile moteur de la démocratie

Dans les démocraties encore jeunes d'Amérique centrale, la société civile s'organise et se renforce

14

Femmes en détresse

Les violations des droits de l'homme en Russie concernent souvent des femmes et des enfants

23

L'aide viendra d'Amman

La DDC ouvre un bureau en Jordanie, pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés palestiniens

24

FORUM



Les volontaires sont plus que de bonnes âmes

Trois experts examinent le sens, les limites et les avantages du volontariat dans la coopération au développement

26

Carte blanche

Anne Bisang, directrice de la Comédie de Genève, parle d'un théâtre destiné à changer le monde

29

HORIZONS



BULGARIE

Poivrons cuits et bocaux de choucroute

Un pays marqué par la démocratisation, la volonté de persévérer, la corruption et un fossé qui se creuse entre riches et pauvres

16

Scherzo printanier

L'humoriste Boris Dimovski présente sa vision un peu particulière de l'amitié bulgaro-suisse

20

CULTURE



Zoom sur les frontières

Une exposition réunit dix reportages photographiques sur des expériences humaines liées au franchissement de frontières

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, que sont les biens publics globaux?	25
Service	33
Impressum	35

DDC

Opinion DDC

La corruption – un défi pour le Sud et le Nord

21

Des silos pour Cuba

La DDC intensifie son engagement dans le pays de Fidel Castro

22

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



L'isthme de tous les séismes

Entre le Guatemala et le Panama, tous les pays sont en guerre! Pendant des décennies, jusqu'au début des années 90, les armes ont fait couler le sang et démoralisé la population en Amérique centrale. Puis, après quelques petites années de répit, de nouvelles catastrophes sont arrivées.

« À chaque fois, les séismes et les inondations réduisent à néant le modeste bien-être obtenu avec peine. » Rares sont ceux qui pourraient décrire la situation en Amérique centrale avec plus de réalisme et de vérité que ne le fait Richard Bauer. L'auteur de notre dossier est correspondant dans cette région depuis des années. L'actualité a d'ailleurs corroboré ses dires: alors qu'il rédigeait son article, la terre s'est remise à trembler au Salvador. Connaissant la vulnérabilité de la région – que ce soit face aux catastrophes naturelles ou aux séismes politiques –, la DDC y fournit un travail intense depuis des années. Dans ses activités, elle vise en priorité à renforcer la société civile, qui servira de moteur à la démocratie. Lisez à ce propos notre dossier sur l'Amérique centrale (pages 6 à 15).

La Bulgarie cherche elle aussi à consolider sa démocratie. Ce pays balkanique se débat contre les conséquences de crises financières, la corruption ainsi qu'un fossé croissant entre riches et pauvres. Cela ne décourage pas Georgi, boulanger à Sofia:

« Les Bulgares sont solides. Nous avons affronté d'énormes difficultés, mais nous ne nous sommes pas résignés, car nous avons de la volonté », dit-il dans notre portrait de la Bulgarie (page 16). Un peu plus loin, l'humoriste Boris Dimovski prouve que les Bulgares n'ont pas seulement une volonté inébranlable, mais aussi un humour à la fois subtil et féroce (page 20).

Enfin, il reste à porter un regard « Au-delà des frontières ». C'est le titre d'une exposition de photographies, soutenue par la DDC, qui circulera prochainement en Suisse. Elle réunit dix reportages sur les frontières et sur la difficulté de les franchir quand on est démuné. Pour en avoir un avant-goût, rendez-vous à la page 30.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

Périscope

La planète en 2001

(bf) 28 737 milliards de dollars. Ce montant est celui du **produit mondial brut**. Les pays industrialisés s'y taillent la part du lion, soit 22 543 milliards de dollars.

En matière d'investissements, l'écart entre riches et pauvres est encore plus criant, puisque l'Europe et les États-Unis accaparent 75 pour cent de tout **l'investissement mondial**.

48 pour cent des 6 milliards d'habitants que compte la terre vivent dans des **villes**; si l'on ne considère que les Européens, la proportion est de 80 pour cent. 377 millions de personnes sont raccordées à **Internet**: 161,3 millions vivent en Amérique du Nord, 105,8 millions en Europe et 4,2 millions en Afrique.

250 millions d'enfants de moins de 14 ans travaillent.

22 millions de personnes sont placées sous la protection du Haut Commissariat des Nations Unies pour les **réfugiés**.

2,5 milliards d'êtres humains souffrent de diverses maladies dues à un **mauvais approvisionnement en eau** ou à la consommation d'eau insalubre.

Les États-Unis produisent 70 pour cent des **cultures génétiquement modifiées**, l'Argentine 14 pour cent et le Canada 10 pour cent.

Deux sexes sous un karité

(jls) Au Mali, les hommes commencent à s'intéresser au beurre de karité. Un produit de cueillette qui a de tout temps été l'affaire des femmes: ce sont elles qui vont ramasser les fruits de cet arbre rare, qui en transforment les amandes et qui vendent le beurre ainsi obtenu. Mais la mise au point de variétés de karité greffées pourrait changer la donne. Selon l'Institut d'économie rurale (IER), à Bamako, le greffage, longtemps considéré comme impossible, réussit dans



Pascal Deloche / OIRIC

50 pour cent des cas. Ces variétés produisent des fruits après cinq ans seulement, alors qu'il faut attendre 15 à 20 ans à l'état naturel. Certains paysans se sont donc lancés dans la culture de karité et y voient un produit d'exportation plein d'avenir. L'un d'eux, Dianguiné Keita, en a planté deux hectares il y a trois ans: «Quand je commencerai à avoir de l'argent, je rirai à mon tour de ceux qui se moquent de moi aujourd'hui en disant que je fais le travail des femmes.»

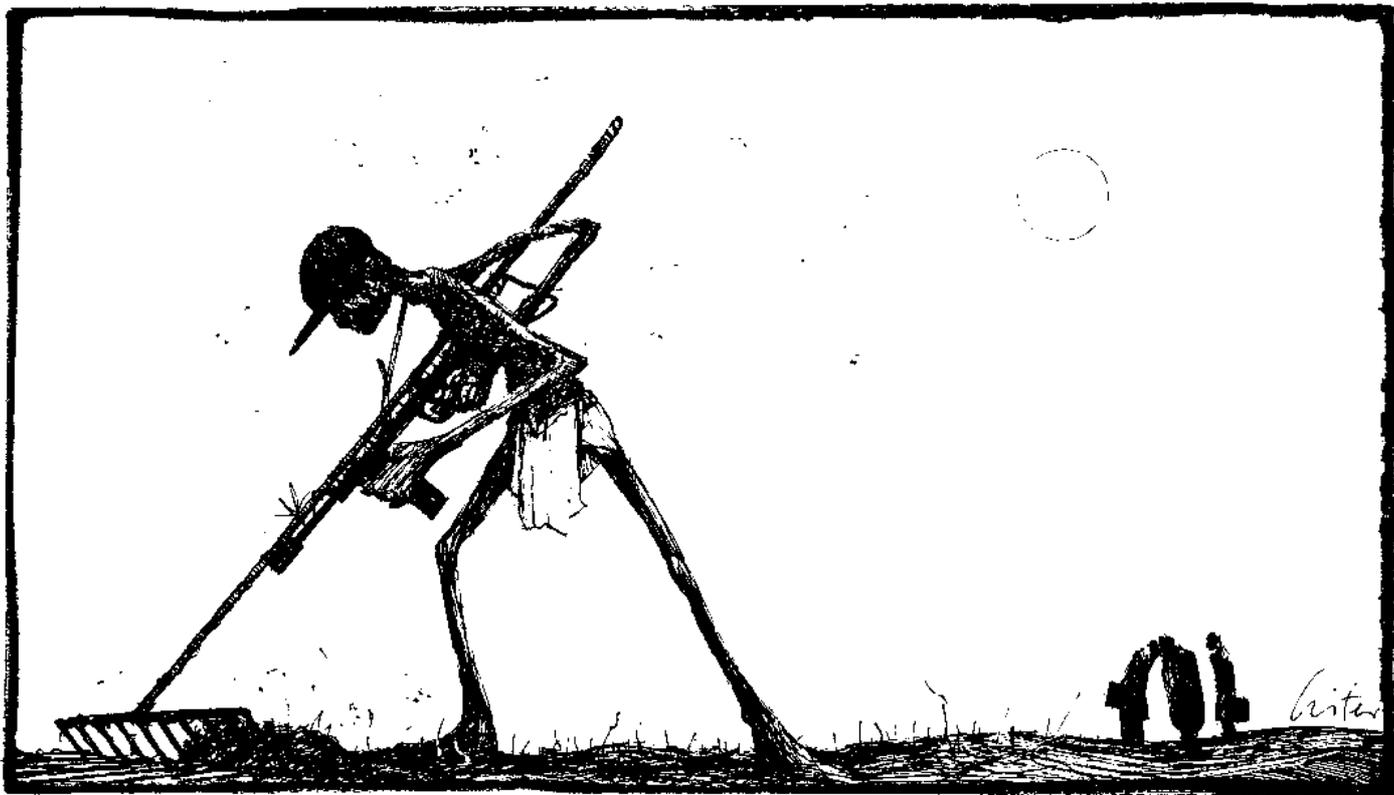
Les Matsigenkas tiennent auberge

(bf) Jusqu'ici, chaque rencontre avec les Blancs tournait au cauchemar pour la tribu des Matsigenkas, au Pérou: ils étaient chassés, réduits en esclavage ou tués lorsqu'ils entraient

l'expansion de l'homme blanc. Ils ont donc fui, s'enfonçant de plus en plus dans la forêt tropicale. Mais les conquérants étaient toujours sur leurs talons: après les collecteurs de caoutchouc, ce furent les bûcherons et les chercheurs d'or. Il aura fallu du temps pour que les Matsigenkas décident de stopper cette fuite en avant et d'exploiter à leur profit la progression des Blancs. Ils ont alors décidé de construire un hôtel. «El Albergue de Matsigenka» se compose d'une douzaine de huttes. Celles-ci sont posées sur des pilotis et couvertes de toits très inclinés, ce qui permet d'éviter les dégâts dus aux averses et à l'humidité du sol. C'est le premier projet touristique du Pérou qui est entièrement géré par des Indiens. Pour l'instant, bien que chaussures, vêtements, médicaments, outils et



Keystone



Cultures

moteurs manquent également, les recettes de l'hôtel sont utilisées pour acheter des livres d'école.

Voitures en matériaux recyclés

(bf) L'Inde découvre l'éco-conception: des objets d'usage courant, tels que radios et aspirateurs, sont fabriqués à partir de matériaux recyclés ou recyclables. L'idée gagne même l'industrie automobile. «Nous cherchons des solutions pour que les voitures Maruti Zen soient construites avec 80 pour cent de matériaux recyclés», déclare Varadarajan Soumitri, professeur à l'Indian Institute of Technology. En collaboration avec deux universités – l'une aux Pays-Bas et l'autre au Portugal –, cet institut de New Delhi développe des programmes de recherche sur l'éco-conception en Europe et en Asie. Le professeur Soumitri croit fermement au succès de cette démarche, qui consiste à

prendre en compte des critères environnementaux dès la phase de conception d'un produit: «L'éco-conception correspond à des développements durables. Mais elle signifie aussi de meilleurs produits, une plus grande efficacité, moins de déchets, moins de pollution et une consommation réduite de matières premières. En outre, les principes écologiques recèlent un potentiel de vente non négligeable.»

Seulement 17 roupies le kilo d'ail?

(bf) Padma Bai, une paysanne indienne de 46 ans, a vendu son ail un jour trop tôt. Dans son village de Tirla, elle en a obtenu 17 roupies le kilo. Mais le lendemain, elle est allée pianoter sur un ordinateur de Gyandoot, programme de soutien à la population rurale qui a été lancé par l'administration de la province du Madhya Pradesh. Quelle

ne fut pas sa surprise de constater qu'elle aurait pu tirer un bien meilleur prix de son ail dans les communes voisines! Depuis, Padma Bai ne manque jamais de consulter l'ordinateur avant de vendre ses produits. L'Intranet de Gyandoot (littéralement: le messager de la connaissance) relie déjà 600 villages et plus d'un demi-million de personnes en bénéficient. Les ordinateurs ne servent pas

seulement à consulter les prix du marché, ils permettent aussi d'envoyer du courrier électronique et d'adresser des questions à l'administration. Leur maintenance est assurée par de jeunes chômeurs, rémunérés grâce aux taxes versées par les utilisateurs.



Guerres et catastrophes en



DOSSIER

Tegucigalpa, Honduras

traversent le développement



SIPA Pictures

Telle un empire de Sisyphe, l'Amérique centrale semble attirer les catastrophes. Quand elle ne traverse pas des guerres civiles ou des crises économiques, ce sont les ouragans, les séismes ou les inondations qui mettent à rude épreuve ses populations pauvres. Lors de la reconstruction et de la prévention, il faudra éviter les erreurs du passé. De Richard Bauer*.



Oliver Heussler

Estelí, Nicaragua

Zone à risque

La rencontre de plusieurs plaques tectoniques fait de l'isthme qui relie le Nord et le Sud du continent une zone sismique relativement active. Les eaux chaudes des Caraïbes donnent chaque année naissance à des ouragans qui s'en vont balayer les côtes. La région connaît une alternance d'inondations et de sécheresses. En 1972, un tremblement de terre a détruit Managua, la capitale du Nicaragua. D'autres secousses terribles ont fait 23000 morts au Guatemala en 1976 et 1100 morts au Salvador en 1986. L'ouragan Mitch, qui a dévasté la région en 1998, a laissé derrière lui au moins 10000 victimes. Chaque catastrophe provoque une baisse de 2 à 4 pour cent du produit national brut dans les pays touchés.

Le monde de Luis Alonso Bayre, jeune Salvadorien de 25 ans, se limite presque exclusivement à la route nationale. Il s'agit en fait d'un tronçon de la fameuse Panaméricaine, route à quatre pistes qui relie ici le Guatemala au Honduras et au Nicaragua. Avec son bus, Luis Alonso fait chaque jour plusieurs fois la navette entre San Salvador et la ville provinciale de San Miguel. Lorsque la terre a tremblé, le 13 janvier 2001, il était sur le point de démarrer. La violence de la secousse a semé la panique parmi les passagers, qui ont refusé de partir.

«Jamais, le bus ne s'était vidé aussi vite», raconte le jeune chauffeur, qui est d'ailleurs très content de n'être pas parti. En maints endroits, la route mythique a en effet été ensevelie: près de San Vicente, la terre et les gravats avaient formé un amas haut comme l'église. Plusieurs jours après la catastrophe, les pelleuses n'étaient toujours pas parvenues à dégager un autobus bondé qui s'était trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. Aucun des occupants n'a survécu.

Maison ravagée par le séisme et tentative d'émigration

Luis Alonso n'en reste pas moins philosophe: «Vivre au Salvador a de tout temps été dangereux.» Avant, on devait veiller à ne pas être pris en tenailles entre les guérilleros et l'armée. Aujourd'hui, le jeune homme voyage le plus souvent sans un sou en

poche, car son bus a déjà été attaqué et pillé à deux reprises. Lors du passage de l'ouragan Mitch, en 1998, il a eu de la chance, sa maison est restée debout. Construite avec des poutres et du torchis, cette cabane, où il vit avec ses parents, se découpe sur fond de caféiers et de cônes volcaniques. Cette année, en revanche, le tremblement de terre a eu raison d'elle. Maintenant, elle fait penser à une maison de poupées. Il lui manque deux murs et des tuiles jonchent le sol alentour.

Trois jours après le séisme, Luis Alonso s'efforce de trouver de l'aide pour son hameau, sis aux environs de Santiago de María, dans le département d'Usulután durement touché. Comme la Croix-Rouge Suisse a commencé à distribuer dans l'agglomération voisine des couvertures, des matelas, des bâches en plastique et de la tôle ondulée, il essaie de faire venir les camions jusque dans son village. En fait, c'est un peu par hasard qu'il est là. Il y a à peine un mois qu'il est revenu d'une expédition infructueuse à la frontière mexico-américaine. Il comptait gagner Los Angeles dans l'espoir d'y trouver un logement et du travail grâce à des compatriotes. Son voyage s'est arrêté au poste-frontière d'El Paso. Cependant, Luis Alonso compte tenter sa chance une deuxième fois, car «ce n'est pas au Salvador que l'on peut réussir sa vie».

L'ouragan Mitch et le terrible séisme qui a surtout frappé le Salvador au début de cette année se sont



Luca Zanetti / Lookat

Estelí, Nicaragua

déchaînés alors que l'Amérique centrale semblait enfin remonter la pente. La fin des guerres civiles au Nicaragua (1990), au Salvador (1992) et au Guatemala (1996) n'avait pas seulement mis un terme à des décennies de luttes sanglantes, mais avait aussi jeté les bases d'une coexistence nouvelle au sein de sociétés traditionnellement très divisées.

Des anciens guérilleros siègent au Parlement

Les ennemis de naguère siègent aujourd'hui côte à côte au Parlement. Les électeurs ont moins peur de voter pour les anciens guérilleros, qui promettent de défendre fidèlement les intérêts de la majeure partie de la population. La rétrocession du canal de Panama aux Panaméens, au tournant du millénaire, témoigne aussi de la détente, car elle a mis fin à l'emprise de la puissance américaine sur la région.

Dans les années 90, tout le sous-continent – du Guatemala au Panama – a pris un nouveau départ : pacification, démocratisation, ouverture vers l'économie de marché et profondes réformes étatiques ont marqué cette évolution. On a redonné une taille raisonnable à des armées qui avaient été gonflées pour servir l'affrontement idéologique entre les superpuissances par alliés interposés. Les soldats ont été réintégrés dans la vie civile, notamment grâce à l'aide internationale.

C'est également avec un soutien financier de l'étranger que des corps de police civile ont été mis sur pied. Ces nouveaux policiers sont formés pour protéger effectivement les citoyens et veiller au respect des droits de l'homme.

Le Nicaragua s'est relevé étonnamment vite de la mauvaise gestion sandiniste des années 80. De 1995 à 1998, son économie a connu une croissance annuelle de l'ordre de 4 à 5 pour cent. Au Salvador, l'appui de l'ONU a permis, contre toute attente, de faire aboutir sans heurts le processus de paix, mais le pays avait un besoin énorme en investissements. L'accord de paix a donné un coup de fouet à l'économie.

Le Guatemala, pour sa part, est encore loin de la croissance annuelle de 6 pour cent qu'il s'est fixée pour objectif. Au Honduras, l'établissement d'usines de sous-traitance a stimulé l'économie d'exportation et réduit la dépendance à l'égard de produits traditionnels, tels que les bananes et le café. Pourtant, le Honduras a connu un ralentissement particulièrement fort au cours de l'année qui a suivi le passage de Mitch : le produit national brut a chuté de 4 pour cent. La même année, le Nicaragua a dû se contenter d'une croissance de 1,5 pour cent seulement.

Tous les pays d'Amérique centrale ont certes officiellement instauré la démocratie et l'économie de marché, mais il leur reste à ancrer ces principes dans

Prévenir les catastrophes

« Les catastrophes sont inévitables. Leur impact sur la population dépend toutefois de l'état des infrastructures d'un pays, de la répartition des biens entre riches et pauvres, et aussi de l'organisation de l'État. Dans le cas de l'Amérique centrale, il faut élaborer des stratégies régionales pour la rendre moins vulnérable face aux catastrophes naturelles. Il importe aussi d'améliorer la gestion des crises. »

Ludger Volmer, membre du Parti des Verts allemand, après sa visite sur les lieux du tremblement de terre au Salvador



la société. Hormis le Costa Rica, aucun pays n'a un passé démocratique. Les citoyens des républiques d'Amérique centrale ne peuvent donc pas se représenter par expérience ce qu'est un État démocratique. Durant trop longtemps, des dictateurs ou des juntes militaires ont hanté la région, de petits clans élitaires se sont servis de l'État à leurs propres fins. Aujourd'hui, la pauvreté et la criminalité s'aggravent. Les coupes sévères dans les dépenses publiques

tout simplement pas en mesure d'assurer la reconstruction. Le fonctionnement des autorités centrales et communales est déjà plutôt chaotique en temps normal. L'ouragan et le séisme n'ont fait que démontrer leur incapacité à planifier, à coordonner et à réaliser.

L'instinct de survie et la ténacité des populations, alliés à une solidarité internationale sans précédent, ont toutefois permis de surmonter les obstacles bureaucratiques et de parer à l'urgence. Dans le monde entier, mais surtout en Espagne, en

La coopération suisse en Amérique centrale

L'Amérique centrale est une région de concentration de la coopération suisse au développement. Les efforts de la DDC visent surtout le Nicaragua, le Honduras et le Salvador. Des projets régionaux, qui incluent aussi les autres pays, visent à promouvoir la coopération interétatique. Grâce à sa bonne connaissance de la région et des institutions locales, la DDC a pu acheminer rapidement de l'aide humanitaire sur place aussi bien après le passage de Mitch, en 1998, qu'après le séisme qui a secoué le Salvador en janvier de cette année. Après ces deux catastrophes, la coopération au développement a intensifié ses efforts dans ses secteurs prioritaires pour contribuer à la reconstruction de la région. L'année dernière, la DDC et le seco ont consacré environ 42 millions de francs à la coopération avec l'Amérique centrale. Cet argent a notamment servi à financer des projets dans les domaines suivants : production agricole, eau potable et assainissement, promotion des entreprises, bonne gestion des affaires publiques, environnement et aide humanitaire.



Sean Sorensen / OPHC

et l'endettement extérieur n'offrent aucune marge de manœuvre aux gouvernements.

Beaux quartiers épargnés

À chaque fois, les séismes et les inondations réduisent à néant le modeste bien-être obtenu avec peine et ces catastrophes touchent surtout les pauvres. Ainsi, dans la ville hondurienne de San Pedro Sula, le quartier chic de Bella Vista, qui surplombe la côte, n'a pas souffert de Mitch. L'eau a surtout inondé les quartiers miséreux construits à la va-vite le long des rivières et les huttes dressées dans des zones marécageuses impropres à la culture. Nul être sensé n'irait bâtir sa maison dans un tel endroit, à moins d'y être poussé par l'imprudence ou par le manque de parcelles à construire. Les avalanches de boue et les glissements de terrain ont partout été la conséquence de déboisements sauvages et de l'absence d'une politique d'aménagement du territoire.

À l'évidence, les pays d'Amérique centrale n'étaient pas préparés à une catastrophe comme l'ouragan Mitch. L'alarme donnée tardivement par les gouvernements, la tendance initiale à minimiser l'étendue des dégâts et l'incapacité des autorités à intervenir ont grossi inutilement le nombre des victimes. Par la suite, il est apparu que les structures étatiques de pays en développement tels que le Honduras, le Nicaragua ou le Salvador, n'étaient



Sili Pictures

Allemagne, aux États-Unis et en Suisse, les collectes ont rarement réuni autant d'argent qu'à la suite de Mitch. Les Suisses ont versé à la Chaîne du Bonheur 35 millions de francs pour l'aide d'urgence et la reconstruction. Les premiers chargements d'aide sont arrivés des États-Unis où vivent quelque 600 000 Honduriens, dont au moins 80 000 sont des immigrants illégaux.

Miser sur la durabilité

Au cours des deux dernières années, l'Amérique centrale a reçu de la Suisse une aide publique et privée d'un montant de 20 millions de francs. Aux yeux de la population locale, des autorités et des œuvres d'entraide, la reconstruction avance trop lentement. Mais les spécialistes pensent qu'il faut prendre le temps de bien concevoir les projets si l'on vise la durabilité et non pas simplement une « politique du sparadrap ». Par ailleurs, les obstacles sont nombreux : manque de terrains pour les nouveaux lotissements, capacité insuffisante des pays à formuler des programmes de développement, appels d'offres soumis à des procédures bureaucratiques, longs délais pour l'obtention d'autorisations en matière de protection de l'environnement.

Le président nicaraguayen Arnoldo Alemán a été le premier à formuler le slogan de la « transformation de l'Amérique centrale ». Selon lui, Mitch, en



Michel de Ruffer / Vu / Hollandse Hoopje

El Salvador



Olivia Heussler

Nicaragua

déversant le malheur, a aussi offert une chance unique aux pays de la région : ils ne doivent pas se contenter de reconstruire ce qui a été détruit, mais aussi corriger systématiquement les erreurs du passé, c'est-à-dire élaborer un programme d'aménagement du territoire et de prévention des catastrophes. En 1999, les donateurs du Nord et les gouvernements d'Amérique centrale se sont réunis à Stockholm. Ensemble, ils ont défini les priorités de la reconstruction et des sommes considérables ont été mises à disposition. L'objectif commun est de rendre l'Amérique centrale moins vulnérable face aux catastrophes naturelles.

Beaucoup de donateurs étrangers se méfient toutefois des gouvernements de la région : ceux-ci se laissent aisément corrompre et sont totalement

submergés par l'afflux de l'aide. Pour acheminer des marchandises et de l'argent sur place, on préfère les partenaires privés ou des autorités communales qui ont fait leurs preuves au cours de collaborations précédentes. Depuis l'époque du sandinisme, le Nicaragua compte justement des centaines d'organisations non gouvernementales qui entretiennent des contacts réguliers avec des groupes de solidarité à l'étranger. On peut ainsi venir directement en aide aux personnes les plus touchées sans passer par l'État central. Accessoirement, ces collaborations permettent aussi de renforcer la société civile. ■

* Richard Bauer est correspondant de la «*Neue Zürcher Zeitung*» (NZZ) pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Il est basé à Mexico.

(De l'allemand)

Les urnes ont remplacé les fusils

Après avoir déposé les armes, les guérillas d'Amérique centrale sont entrées sur la scène politique et elles ont obtenu de bons résultats aux élections. Au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) espère ainsi reprendre le pouvoir lors des élections présidentielles de novembre. Au Salvador, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) consolide sa position face aux forces conservatrices : il administre 80 des 262 districts communaux, dont celui de la capitale San Salvador. Au Guatemala, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), organisation qui réunissait naguère divers groupes de guérilla marxistes, s'est présentée aux élections en 1999, pour la première fois depuis l'accord de paix. Et elle a remporté un succès d'estime.

Un réseau d'eau unique au monde

Aucun pays d'Amérique centrale ne dispose d'une entité qui soit à elle seule responsable des problèmes d'eau et d'assainissement. Cependant, une multitude d'acteurs interviennent dans ce secteur. Un réseau géré par l'UNICEF facilite leur coordination entre le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala. Sophie Delessert a rencontré son secrétaire général Tony Brand.



Tony Brand

Originaire des États-Unis, Tony Brand vit depuis 19 ans en Amérique centrale, essentiellement au Honduras et au Guatemala. En 1984, il a fondé Agua para el Pueblo, une ONG hondurienne qu'il a dirigée durant dix ans. De 1986 à 1991, il a été correspondant de la chaîne de télévision CNN et de plusieurs autres médias étrangers. Cet expert a ensuite géré différents projets dans le domaine de l'eau. Il a également été consultant en développement pour la Banque mondiale et des ONG internationales. En 1992, il a contribué à créer le réseau hondurien d'eau et d'assainissement. Deux ans plus tard, les agences fondatrices du RRAS-CA ont fait appel à lui pour occuper le poste de secrétaire général.

Un seul monde: Le Réseau régional d'eau et d'assainissement pour l'Amérique centrale (RRAS-CA) relie entre eux les quatre pays les plus pauvres de la région. Pourquoi une telle coordination s'est-elle avérée indispensable?

La couverture de ces pays en eau potable et en assainissement est la plus faible de l'Amérique centrale. De nombreux acteurs – nationaux et internationaux, publics et privés – cherchent à répondre aux besoins des populations les plus défavorisées. Mais ils sont limités par l'absence d'un cadre légal. Et l'amalgame institutionnel qui résulte de cette situation ne remplit pas son rôle de façon optimale. En 1992, une mission organisée par plusieurs do-



nateurs a dénombré 150 institutions, organisations non gouvernementales (ONG) et programmes actifs dans le domaine de l'eau. En y ajoutant les municipalités, cela faisait 1500 à 1800 différentes entités dans les quatre pays.

Le RRAS-CA a donc été créé en 1992 pour remédier à cette situation. De quelle manière s'y est-il pris?

Le réseau met à disposition de l'argent, des ressources et du personnel. Il a développé un système d'échange d'informations, de technologies et de méthodes. Il participe aux débats sur la législation de l'eau, encourageant l'inclusion de clauses en faveur des plus démunis. C'est une expérience unique au monde. Il permet d'optimiser les ressources financières, d'éviter la duplication des efforts entrepris par les gouvernements, les municipalités, les ONG locales et les agences de coopération.

Durant les deux premières années, le réseau a été administré par la Banque mondiale, qui en a transféré la responsabilité à l'UNICEF en 1994. Le comité exécutif comprend actuellement l'UNICEF, la DDC, l'ONG américaine CARE et les institutions étatiques responsables des services d'eau potable et d'assainissement dans les quatre pays.

Comment les différents acteurs coordonnent-ils leurs actions au niveau national?

Au Honduras, la DDC, l'UNICEF, le ministère de la santé et l'ONG Agua para el Pueblo ont procédé en 1992 à une évaluation des latrines dans tout le pays. Cette opération a conduit à la nais-



sance d'un réseau national d'eau et d'assainissement. Le RRAS-CA s'est inspiré de ce modèle pour susciter la formation de réseaux dans les autres pays. Il tient à ce que les autorités nationales et municipales en soient les protagonistes. Ces quatre réseaux ne cessent de grandir, ils comptent aujourd'hui plus de 100 membres au total.

Ils exercent une influence sur la modernisation du secteur. Actuellement, tous les pays travaillent à l'élaboration de nouvelles lois, en vue de réformer leurs institutions. Non seulement les réseaux nationaux alimentent le débat pour parvenir à un consensus, mais ils font en sorte que l'on n'oublie pas la population rurale qui est déficitaire par rapport au service de l'eau et de l'assainissement.

Dans quelle mesure sont-ils entendus par les gouvernements?



Au Honduras, on a voulu imposer en 1994-95 des modèles chiliens ou argentins, ce qui a posé des problèmes car ils étaient essentiellement urbains, ils laissaient de côté les pauvres ainsi que les zones rurales et montagneuses. Le RRAS-CA et les réseaux nationaux sont parvenus à se positionner en tant qu'interlocuteurs en faveur des pauvres. À long terme, notre but est que chaque pays organise de façon durable et indépendante son secteur de l'eau, qu'il puisse le financer grâce à son budget national et que la communauté internationale se retire progressivement. C'est pourquoi notre priorité pour les trois prochaines années vise à rendre les réseaux nationaux plus autonomes.

Le RRAS-CA et les trois autres réseaux nationaux ont fourni des dons et contribué à la coordination sur plusieurs aspects de cette catastrophe. Personnellement, je me trouve au Salvador depuis le séisme et pour six mois probablement, agissant comme coordinateur pour les Nations Unies et le RRAS-CA dans le domaine de l'eau. J'apporte un soutien au réseau salvadorien qui doit évaluer les dégâts au niveau national et établir un plan de reconstruction des services d'eau et d'assainissement. ■



Quelle est votre appréciation de la collaboration entre l'UNICEF et la DDC?

La collaboration va de soi entre ces deux agences qui se respectent mutuellement et poursuivent des buts communs. Sans le RRAS-CA, elles n'auraient jamais collaboré d'une façon si étroite en Amérique centrale. Ensemble et dans quatre pays, elles réalisent des activités d'éducation sanitaire, de formation et d'échanges dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. On entre dans un réseau autant pour donner que pour recevoir. En se joignant à ce consortium, la DDC a notamment la possibilité d'étendre ses activités au Guatemala, où son action est très limitée.

Face à une catastrophe comme le séisme qui a frappé le Salvador le 13 janvier dernier, quelle aide peut apporter le RRAS-CA?



Les donateurs

La DDC est l'un des principaux donateurs du RRAS-CA, qu'elle a soutenu depuis ses débuts en 1991. Jusqu'ici, ses contributions se sont montées à environ 2,5 millions de francs. Pour la prochaine phase du projet, qui s'étend de 2001 à fin 2003, la DDC prévoit une participation de 560.000 francs, ce qui représente 33 pour cent du budget. Parmi les autres donateurs, l'UNICEF et l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) verseront chacune une contribution d'environ 10 pour cent. La part de CARE pourrait s'élever à 20 pour cent du budget. Le reste du financement sera assuré par les quatre pays concernés.

La société civile moteur de la démocratie

En Amérique centrale, où l'expérience démocratique n'a que vingt ans, le pluralisme politique ne va pas encore de soi. Mais la situation évolue positivement. La société civile est aujourd'hui libre de s'exprimer et de s'organiser. Elle constituera probablement le moteur de ces démocraties imparfaites, mais émergentes.



Still Pictures

Guatemala

(dls) En octobre 1998, l'ouragan Mitch s'est abattu sur le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala, touchant plus de 2,3 millions de personnes. Cette tragédie a agi comme un catalyseur et renforcé la société civile. Le journaliste hondurien Manuel Torres se souvient: «C'est la population qui a sauvé le Honduras. Le gouvernement, lui, a fait preuve de faiblesse dès les premiers jours. Une faiblesse qui est le fruit de dix années d'ajustement structurel: en voulant réduire la taille de l'État, ce modèle néo-libéral ne l'a pas rendu plus efficace. C'est pourquoi l'État a rapidement transféré à la société civile la direction réelle des opérations de secours.»

Sondages sur l'aide

Au Nicaragua également, la société civile a répondu à cette catastrophe de manière exemplaire. La Coordination civile pour l'urgence et la recons-

truction (CCER) a été créée peu après le passage de Mitch. Elle chapeaute 349 organisations non gouvernementales (ONG) et poursuit trois objectifs: coordonner les efforts d'aide d'urgence et de reconstruction, récolter des informations sur les conséquences de la tragédie, influencer les politiques publiques de réhabilitation et de reconstruction du Nicaragua.

En 1999 et en 2000, ce réseau d'ONG a mené deux sondages auprès de 16200 citoyens pour savoir comment ils percevaient la gestion de l'aide d'urgence et les projets de reconstruction. «Nous avons pu identifier les difficultés et les progrès principaux en matière de distribution de l'aide. En outre, cela nous a permis de mieux définir les modalités de la reconstruction», explique Ana Quirós, secrétaire générale de la CCER.

Ces sondages visaient également à rendre transparentes la gestion et l'affectation des fonds alloués à

l'aide humanitaire et à la reconstruction. Depuis quelques années, la population se sent davantage concernée par la nécessité de surveiller l'utilisation des fonds publics. Ce mouvement s'est amplifié avec la crainte que l'argent de l'aide internationale ne soit dilapidé ou détourné.

Proches des gens

Les sondages de la CCER ont également démontré que les populations affectées apprécient le travail des ONG, mais jugent trop limitée l'aide apportée par le gouvernement. Pour Ricardo Zambrana, chargé de programme auprès de la CCER, ce résultat est fondamental: «Un des principaux atouts des ONG, c'est qu'elles sont proches des gens. Elles connaissent les besoins des communautés de base et sont probablement les seules structures à y répondre au niveau national: construction de maisons, installations d'approvisionnement en eau potable, etc. Le rôle des ONG est donc déterminant, surtout dans une période d'ajustement structurel où l'État se défait de ses responsabilités sociales.»



Nicaragua

Les relations entre la société civile et l'État se caractérisent par une méfiance réciproque. Pourtant, les gouvernements n'auraient pas été capables d'assumer seuls la reconstruction de leurs pays dévastés par Mitch. Ils ont alors entrepris de dialoguer avec la société civile.

Au Nicaragua, c'est dans le prolongement de la catastrophe qu'est né en août 1999 le Conseil national de planification économique et sociale (CONPES), instance consultative dont les membres sont issus d'ONG, de syndicats, d'associations patronales, d'universités ou encore de communautés de base. «Le CONPES recueille les demandes en matière de politique socio-économique, les formule de manière adéquate et les transmet au gouvernement. Il suit attentivement l'exécution de la politique économique et sociale. Et il en propose des améliorations ou corrections», explique José Luis Velásquez, secrétaire général du CONPES.

Pour la première fois dans l'histoire du Nicaragua, la société civile a ainsi pu faire l'an dernier une série d'observations sur le budget national. «Le ministère des finances a ensuite informé le CONPES de



Guatemala

ce qu'il avait pris en considération ou non. Il s'agit d'un progrès manifeste, étant donné que le gouvernement s'est senti obligé de rendre des comptes», constate Ana Quirós.

Forum au Honduras

En octobre 2000, une expérience similaire a vu le jour au Honduras, grâce au financement d'organisations de coopération multilatérale et bilatérale, dont la DDC. Il s'agit du Forum de renforcement de la démocratie, qui entend promouvoir le dialogue et le consensus entre les secteurs sociaux, économiques et politiques. Cette année, il organise des séminaires destinés aux journalistes afin de sensibiliser l'opinion publique à la problématique du développement, ainsi que des débats sur des thèmes comme la pauvreté ou les droits de l'homme. Ce travail préparatoire devrait déboucher sur l'élaboration de politiques concrètes par toutes les parties impliquées. Pour Efraín Díaz, fondateur et président du Centre hondurien de développement humain, il s'agit là «d'une initiative valable et d'un nouvel instrument au service de la société civile pour se faire entendre et participer activement». ■

Un rôle clé

L'an dernier, les ONG ont canalisé plus de la moitié des fonds de la coopération suisse en Amérique centrale. La DDC considère que la société civile joue un rôle essentiel dans le renforcement des valeurs démocratiques, le développement durable et la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi, dans son travail de coopération, elle privilégie des partenaires tels que les ONG, les municipalités, les associations de base et les PME du secteur privé. En 2000, la DDC a mis sur pied au Nicaragua un programme de promotion de la bonne gestion des affaires publiques, qui vise à favoriser l'accès des pauvres à la justice, aux droits de l'homme et à la compréhension des médias. Les populations défavorisées seront ainsi mieux à même de s'organiser et de défendre leurs intérêts.

Poivrons cuits et bocaux de choucroute

L'histoire récente de la Bulgarie est marquée par la démocratisation, la croissance économique et une volonté de maintenir le cap. Mais cette nation balkanique reste confrontée aux séquelles de ses crises financières, à la corruption et au fossé qui se creuse entre riches et pauvres. De Tanja Harisanova*.



KeyStone

Il est tôt – Sofia se réveille. Un vent frais souffle du mont Vitosha tout proche et des effluves de pain chaud émanent de la boulangerie sise rue Comte-Ignatiev. «Du pain, il en faut toujours!», proclame le vieux boulanger Georgi en retirant du four, d'un geste quasi religieux, les miches cuites à point. «Les Bulgares aiment le pain chaud du boulanger», souligne maître Georgi. La société où son fils travaillait auparavant a dû fermer parce qu'elle n'était «pas rentable» et le fils de Georgi est devenu chômeur. Père et fils ont alors décidé de créer une entreprise familiale: «Nous avons emprunté à des amis. Les débuts ont été très difficiles, mais nous y avons cru. Maintenant, nous donnons du travail à six personnes», annonce fièrement maître Georgi en distribuant quelques gâteaux feuilletés. Les petits entrepreneurs comme lui ont été en 1989 les premières hirondelles de la démocratisation. Mais d'autres n'ont pas tardé à donner le ton dans l'«économie de marché» bulgare.

Le dépeçage du patrimoine national

La transformation économique du pays avait commencé par le partage des anciennes entreprises d'État au sein d'un cercle restreint. Tandis que des gens comme maître Georgi ne comptaient que sur leurs propres forces, les «barons rouges» – anciens fonctionnaires de l'État et du parti communiste, officiers supérieurs de l'ex-sûreté de l'État – ont fait main basse sur les capitaux disponibles.

Un chef d'entreprise connu a raconté en privé comment on lui a proposé de blanchir de l'argent «rouge» dans sa société. Des sommes énormes ont très rapidement passé à l'étranger – une fuite de capitaux qui a pris des dimensions exceptionnelles, même pour un régime postcommuniste. Une partie de cet argent est revenue «blanchie» et les banques ont poussé comme des champignons. Mais ce boom apparent n'a pas duré: il a débouché en 1996-97 sur une grave crise financière et bancaire, avec des hausses brutales des prix et une hyper-inflation atteignant 600 pour cent.

La Bulgarie a ensuite traversé des crises politiques. Le siège du parti communiste a été la proie des flammes et l'on a détruit le mausolée de Georgi Dimitrov, le célèbre leader communiste. Il y a eu

jusqu'en 1997 huit alternances de gouvernement entre «Capulets et Montaigus» shakespeariens, entre les rouges et les bleus, entre les socialistes (ex-communistes) et l'Union des forces démocratiques.

Le vrai changement s'est produit en 1997. Le peuple a envahi le Parlement. Rassemblements populaires et manifestations ont forcé le cabinet rouge de Jan Videnov à démissionner.

Le Parlement a alors porté au pouvoir le démocrate Ivan Kostov, dont le gouvernement sera le premier à accomplir son mandat de quatre ans sans élections anticipées. Il parvient à imposer un programme impopulaire, mais qui établit une stabilité économique. Le lev bulgare est lié au mark allemand, ce qui renforce le système financier. Nombre d'entreprises non rentables sont obligées de fermer, ce qui accroît brutalement le taux de chômage. Une nouvelle expérience douloureuse pour les Bulgares. Le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) reste lettre morte.

Chaque bureau a son prix

On a également reproché au gouvernement son manque de transparence et la corruption liée à la privatisation des grandes entreprises. Le vice-premier ministre est surnommé «Monsieur Dix-pour-cent». Mais ce n'est pas seulement le sommet de l'échelle que l'on soudoie: selon les estimations du Centre de recherches sur la démocratie, quelque 2300 actes de corruption sont commis chaque jour. «Je paie des pots-de-vin dans les ministères, à l'Hôtel de Ville, à la douane; chaque bureau a son prix», affirme Hristo Peitchev, qui importe du matériel électronique.

Cependant, la stabilité économique et politique se traduit enfin par un afflux de capitaux étrangers. La Suisse, par exemple, a investi jusqu'en 1999 plus de 89 millions de dollars en Bulgarie et se place ainsi au onzième rang sur la liste des investisseurs. Presque entièrement privatisé, le tourisme a réalisé l'an passé une croissance de 13 pour cent. Au Forum économique mondial de Davos, le vice-premier ministre bulgare Peter Jotev a pronostiqué une croissance du PNB de huit pour cent en moyenne pour ces prochaines années.





Witold Krassowski / Network / Loehat



agenda / Jörg Behring

L'objet de tous les jours

La *gajda*

La cornemuse bulgare ou *gajda* est un instrument populaire en feutre de laine. Seuls les Écossais disposent d'un instrument comparable. Sa sonorité particulière fait partie des mariages et des fêtes populaires depuis la nuit des temps. Dans le massif des Rhodopes – patrie d'Orphée, poète musicien de la mythologie –, la *gajda* est plus grande que dans les autres régions, elle donne un son plus bas et sourd; on l'appelle *kaba-gajda*. Les grandes fêtes réunissent jusqu'à cent joueurs de *kaba-gajda*. Leur musique compte parmi les splendeurs de la tradition populaire bulgare.

En attendant, le niveau de vie reste précaire. «C'est merveilleux de pouvoir parcourir l'Europe librement, mais où trouver l'argent pour voyager?» Tel a été le commentaire de la plupart des Bulgares lorsqu'ils ont appris la levée des restrictions en matière de visas.

«Beaucoup de nos citoyens n'ont pas remarqué les changements politiques et économiques indiscutablement positifs de ces quatre dernières années», a constaté le président Petar Stoiánov dans son allocution du Nouvel-An. «Les citoyens voudraient bien que leur porte-monnaie en profite aussi, mais pour la majorité d'entre eux, cela n'a malheureusement pas encore été le cas durant l'année écoulée.» En raison du retard accusé par les réformes, le prix à payer par la population est plus élevé en Bulgarie que dans d'autres pays postcommunistes d'Europe de l'Est.

Les jeunes émigrent

«Je suis restée deux ans sans travail. Mon mari a deux emplois, mais cela ne nous suffit pas pour vivre; le loyer engloutit la moitié de notre revenu», raconte la voisine de maître Georgi, une femme entre deux âges qui tient un petit kiosque à journaux. Zdravka Gentcheva ne sait plus quand elle a acheté des habits ou des livres pour la dernière fois: «J'ai perdu l'espoir que cela puisse un jour aller mieux.» De même, beaucoup de jeunes ne voient aucune perspective d'avenir. Ils n'ont pas la patience d'attendre, ils émigrent. Plus d'un demi-million de jeunes Bulgares – la plupart hautement qualifiés – ont quitté le pays.

Cet exode des cerveaux est d'une brûlante actualité. Qui voudrait vivre dans un pays où le chômage frappe 16 pour cent de la population selon les chiffres officiels (des estimations officieuses situent même ce taux au-dessus de 25 pour cent), où le revenu mensuel moyen équivaut à 210 francs suisses et la rente de vieillesse à 60 francs? Le chauffage d'un logement de trois pièces coûte déjà 150 francs.

«Je ne chauffe qu'une pièce pour économiser», dit la retraitée Maria Petrova. «Sans l'aide de mes enfants, je ne m'en sortirais pas.»

Un des secrets de la survie à la mode bulgare est ce qu'on appelle «l'économie des bœufs»: le voyageur qui traverse la Bulgarie en automne est accompagné par les parfums de poivrons cuits, de choucroute et d'autres régals mis en conserve. Citadins et paysans trouvent ainsi un moyen d'équilibrer leur budget.

Il est également impossible d'ignorer le fossé qui se creuse entre riches et pauvres. C'est particulièrement frappant dans les quartiers chic de Sofia – Bojana, Dragalevzi ou Simeonovo – où les «châteaux» des anciens apparatchiks communistes côtoient les luxueuses villas des nouveaux riches. On raconte souvent cette blague: «Savez-vous qui vit bien en Bulgarie? Justement, une enquête est en cours.»

Le gouvernement admet aujourd'hui que l'une de ses plus graves erreurs est de ne pas avoir créé des conditions favorables aux PME. Il a ainsi manqué l'opportunité de promouvoir l'éclosion d'une classe moyenne. Le maître boulanger Georgi reste pourtant optimiste: «Les Bulgares sont solides. Nous avons affronté d'énormes difficultés, mais nous ne nous sommes pas résignés, car nous avons de la volonté.» ■

** Tanja Harisanova a étudié la philologie allemande et le journalisme à Sofia, avant d'être engagée par la radio nationale bulgare, en tant que journaliste économique. Actuellement, elle vit à Moscou, où elle travaille pour des journaux et des revues bulgares, ainsi que pour la Deutsche Welle*

(De l'allemand)

Suisse-Bulgarie: Sur quatre axes depuis neuf ans

(bf) La Bulgarie est l'un des pays avec lesquels la Suisse a noué des relations de coopération active depuis assez peu de temps, plus précisément depuis 1992, après la disparition du rideau de fer. Le bureau de coordination de la DDC à Sofia gère un budget de quelque six millions de francs par année, lequel sert à financer des projets relevant de quatre domaines d'activité.

Processus de démocratisation, citoyenneté, décentralisation:

Dans la région montagneuse de Stara Planina, en Bulgarie centrale, on encourage l'efficacité et l'autonomie des institutions régionales et communales en réunissant les acteurs locaux (administrations communales, entreprises, associations) autour d'une table pour mettre en œuvre des projets d'amélioration des services publics. D'autres projets visent à renforcer les syndicats bulgares dans leur rôle de partenaires sociaux ou à restaurer des bâtiments publics

et historiques dans le cadre de programmes pour chômeurs, à Veliko Tarnovo.

Biodiversité: L'initiation aux méthodes de production biologiques et leur diffusion permet de promouvoir une agriculture durable. On cherche par ailleurs à rationaliser l'exploitation des ressources forestières. Un aménagement judicieux du territoire protège la diversité biologique et garantit la stabilité des écosystèmes.

Réseau social: L'accent est mis sur la création d'une assurance-maladie obligatoire, assortie d'un programme de formation des cadres. Autres volets dans le même domaine: partenariats entre divers hôpitaux suisses et bulgares, soutien à la lutte contre la tuberculose.

Promotion d'entreprises: Dans un pays qui n'a aucune tradition par rapport aux PME, on encourage le développement de telles entreprises dans des zones rurales.

Faits et chiffres

Régime

République parlementaire

Capitale

Sofia

Superficie

110993 km²

Population

8,2 millions d'habitants

Bulgares: 86%

Turcs: 9%

Tsiganes: 4%

Autres minorités: 1%

Langue

Bulgare

Religions

Chrétiens: 87%

Musulmans: 13%

Secteurs d'activité

Industrie: 28%

Agriculture: 24%

Services: 22%

Construction: 6%

Autres secteurs de production matérielle: 20%

Principaux secteurs de production

Industrie chimique: 22%

Alimentation, boissons, tabacs: 19%

Constructions mécaniques: 13%

Métallurgie: 6%

Matières premières

Minerais de fer, de plomb et de zinc, cuivre, mines de charbon, d'uranium et d'or

Repères historiques

- 861 À l'époque des grandes migrations, les Protobulgares se déplacent depuis le massif du Pamir, en Asie, pour arriver dans les Balkans. Avec les tribus slaves et thraces déjà installées, ils fondent le premier État bulgare dirigé par le khan Asparuch.
- 864 Le roi Boris 1^{er} fait du christianisme la religion officielle. Pour des raisons politiques, on adopte une attitude d'obédience à l'égard de Constantinople (Byzance).
- 1018 La Bulgarie est conquise par Byzance. En 1186, un soulèvement aboutit au deuxième royaume bulgare. Au 14^e siècle, des luttes entre princes féodaux affaiblissent l'État, qui tombe en 1396 sous le joug ottoman.
- 1878 À l'issue de la guerre de libération que la Russie mène contre l'Empire ottoman, l'État bulgare renaît. Il prend la forme d'une monarchie parlementaire, avec Sofia pour capitale.
- 1879 L'Assemblée nationale élit Alexandre de Battenberg au rang de premier prince.
- 1912 Sous l'influence de la Russie, la Bulgarie s'allie avec la Serbie, la Grèce et le Monténégro pour constituer une Union balkanique. Durant la première guerre bal-

canique (d'octobre 1912 à mai 1913), c'est elle qui porte le poids de l'affrontement contre la Turquie. Le partage des territoires conquis provoque des conflits entre la Bulgarie et ses anciens alliés, ce qui conduit à la deuxième guerre balkanique.

- 1915/1941 Durant les deux guerres mondiales, le pays prend le parti de l'Allemagne et subit ainsi à deux reprises une catastrophe nationale. L'armée soviétique s'empare de la Bulgarie le 5 septembre 1944. Les Accords de Yalta l'attribuent à la zone d'influence soviétique.
- 1946 Proclamation de la République populaire de Bulgarie. Un an plus tard, le pays se dote d'une constitution républicaine.
- 1948 La Bulgarie doit conclure avec l'Union soviétique un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle. L'année suivante, elle dénonce son accord avec la Yougoslavie.
- 1989 Le mouvement de démocratisation commence à se concrétiser le 10 novembre. En 1990, Jeliou Jeleu devient le premier président élu démocratiquement. Le pays se dote d'une nouvelle constitution en 1991. L'actuel président Petar Stoïanov est en fonction depuis 1997.



Scherzo printanier



Boris Dimovski est un humoriste très connu en Bulgarie. Depuis des années, il publie quotidiennement dans la presse bulgare, pour le plus grand plaisir des lecteurs, des caricatures très critiques à l'humour caustique et grinçant. Pour accompagner son article dans *Un seul monde*, M. Dimovski a choisi une caricature qu'il a faite de lui-même ainsi que ces quelques mots de présentation: «Né il y a 75 ans dans les Rhodopes, je suis illustrateur, caricaturiste, scénariste. Orphée m'a conseillé de dessiner et d'aimer malgré tout la musique. Mon passe-temps favori est l'Histoire... mais j'ai cinq enfants et petits-enfants. Mon sponsor est Dieu.»

Nous – les Bulgares – sommes des gens bien éduqués qui n'aimons guère les vaches folles. Sans être pour autant des ivrognes, quand nous buvons, c'est du vin et non du lait. Quand nous ne buvons pas, c'est que nous n'avons pas de *mézés* (amuse-bouche servis avant le repas), dégustés avec de la *rakya* (alcool bulgare), donc que nous sommes pauvres.

Dieu nous a donné sa bénédiction pour que nous ayons la taille fine, sans devoir fréquenter les salles de fitness. Dans la rue chez nous, une fille sur deux est Miss Univers, mais l'Univers, lui, reste unique; c'est un des nombreux mystères de la vie. Ce mystère «vie» nous suit comme notre ombre, mais ne nous effraie pas. Bien au contraire, c'est le mystère qui a peur de nous, les Bulgares! Un tel mystère, avec autant d'inconnues, est d'une complexité telle que l'Univers n'en a pas entendu parler. Et il l'a encore moins vu.

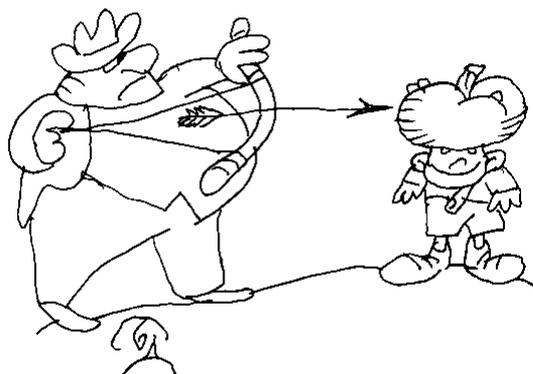
Non, nous n'avons pas assez de force pour nous permettre de désespérer; donc nous gardons la tête haute. L'ennemi nous guette, nous le guettons aussi. Ce diable de patriotisme qui nous gonfle d'orgueil! Mais pourquoi pas? Le roi Capital n'aide que les riches, nous ne l'insultons pas pour autant, car nous sommes civilisés.

Dieu ne nous a pas oubliés: il nous a inspiré la pensée que la Suisse est belle comme la Bulgarie, il nous a révélé que nos rochers n'ont rien à envier aux Alpes, de même que les cloches des vaches suisses n'ont rien à envier au registre de trois octaves de celles que portent les vaches bulgares... Nos bergers jouent sur un rythme syncopé, alors que là-bas, chez Guillaume Tell, leur rythme est à deux, trois ou quatre temps. Quel ennui! Mais on ne les plaint pas, car ils ne savent pas encore ce qu'est la *tchalga* (genre musical récemment apparu, un hybride de

pop-folk hideux), cette clé de sol de l'ennui, ce choléra, ce sida de la musique. Mais nous, nous sommes immunisés et c'est donc d'un regard jouisseur et méchant que nous regardons nos hôtes suisses buvant dans nos tavernes à deux, trois et même cinq étoiles avec les stars de la *tchalga*. Les Suisses représentent également un mystère pour nous les Bulgares: est-ce Dieu qui leur a inculqué le travail? Quoi d'autre qu'une illumination sacrée – *ora et labora* – peut donc les inspirer et les suivre comme leur ombre? Alors que nous, oiseaux frivoles, nous gazouillons «Notre Père qui es aux cieux...». Des nuits entières, nous comptons l'argent des riches et ensuite le temps nous manque pour nettoyer la neige devant nos portes. Mais le printemps approche et nous allons retrousser ardemment nos manches...

Notre optimisme et notre patience sont infinis. Le Monde n'est-il pas infini lui aussi? Il y a de la place pour de multiples concepts, pour des trous noirs dans l'Univers et pour de l'argent tout blanc dans les banques. Il n'y a pas de honte à prendre des leçons de la Suisse – par exemple, élever des saint-bernard pour qu'ils nous amènent du cognac et des *mézés* gratuits. Et nous, en échange, nous leur donnerions bien 20 de ces bâtards qui errent dans nos rues.

Vive l'amitié bulgaro-suisse!
Vive la langue suisse! ■





La corruption – un défi pour le Sud et le Nord

À droite comme à gauche, le thème de la corruption agite aussi bien les médias que les milieux politiques. Le Conseil fédéral est amené à répondre aux questions du Parlement sur ce sujet au moins dix fois par année. On se préoccupe d'une bonne utilisation des fonds de l'aide suisse à l'étranger, du rôle de la Suisse dans l'exode de capitaux des pays en développement, ou encore des moyens de moderniser le droit suisse en vue d'une lutte contre la corruption plus efficace et bien coordonnée sur le plan international.

Les temps sont révolus où la corruption était exclusivement «l'affaire des autres». Elle est devenue aujourd'hui le défi commun du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest.

Les pays riches et industrialisés ont admis à partir des années 90 leur coresponsabilité à l'égard de ce problème. Quand une entreprise exporte ou investit dans un pays dont la situation économique est instable, elle se trouve exposée à la tentation de recourir à la corruption pour emporter le contrat ou obtenir des conditions avantageuses. En y cédant, elle contribue directement à fausser le marché et à provoquer une distorsion de la concurrence.

Par ailleurs, la communauté internationale s'est également rendu compte que les places financières jouaient un rôle essentiel dans les affaires de corruption à grande échelle. Ces centres conviennent à la création de fonds et de comptes destinés à des manœuvres de corruption et à d'autres fins illicites. Les places financières sont en outre exploitées régulièrement pour blanchir des avoirs frauduleux et les bénéfices qu'ils produisent.

Qu'en est-il de la coopération au développement face à cette problématique? D'une part, la DDC est tenue de veiller à une affectation aussi irréprochable que possible des fonds qui lui sont confiés. C'est ce

qu'elle fait (elle appartient d'ailleurs, selon l'OCDE, au groupe des pays qui mettent le plus de détermination à traiter ce problème). D'autre part, nous sommes tous les jours en contact avec des États économiquement faibles et avec des organisations internationales. Nous sommes aussi régulièrement la cible d'un reproche sans nuance, selon lequel la Suisse serait un régime complice des élites corrompues des pays en développement. Bien que, par rapport aux autres pays concernés, la Suisse ait fait beaucoup ces dix dernières années pour juguler l'exploitation abusive de sa place financière, certaines lacunes et son attrait persistant pour les agissements criminels n'ont pas échappé à la communauté internationale.

Il est manifeste que la réputation internationale de la Suisse est ambiguë en matière de corruption. Une politique étrangère basée sur les principes de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'homme pose de hautes exigences de crédibilité aux instances qui entendent faire valoir ces critères en dehors des frontières. Cela requiert fondamentalement une attitude cohérente de la part des divers acteurs de la politique extérieure suisse, ainsi que le respect des grands principes juridiques internationaux sur notre propre territoire. Le problème de la corruption interpelle non seulement la DDC, mais la politique fédérale dans son ensemble. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Des silos pour Cuba

La DDC a intensifié son engagement à Cuba depuis septembre dernier: un programme pilote sur trois ans devrait permettre de mieux connaître le contexte cubain et ses institutions, afin d'organiser les étapes suivantes à bon escient.

Objectifs de la phase pilote

- Se familiariser avec le contexte cubain pour acquérir des repères en vue d'un futur programme spécial.
- Apporter un soutien à la population dans des domaines d'importance vitale, aussi bien par des actions d'aide humanitaire que par des projets destinés à promouvoir le développement économique.
- Contribuer au renforcement de la société civile et de ses institutions.

(mr) Le chauffeur de taxi Felipe Fernandez, de Vignales, résume la situation: «Cela recommence doucement à aller mieux pour Cuba.» Une traversée de l'île donne au voyageur la même impression: le programme d'urgence lancé par Fidel Castro en 1990 et la décision d'ouvrir le pays à la manne des dollars touristiques ont déjà produit quelques progrès. Cuba semble guérir lentement de la grave crise économique déclenchée par l'effondrement de l'Union soviétique, qui lui a fait perdre ses partenaires commerciaux les plus importants. Ruth Huber, chargée de programme pour la section Amérique latine de la DDC, est elle aussi optimiste: «Ces dernières années, c'est un véritable processus de transformation qui s'est mis en marche à Cuba, même si les ouvertures économiques et politiques qu'il induit restent encore modestes.»

Améliorer la sécurité alimentaire

La DDC a par conséquent décidé de renforcer sa coopération avec Cuba et de mettre sur pied un programme de développement. La phase pilote, qui doit durer trois ans, a commencé en septembre 2000. Le nouveau coordinateur de la DDC à La Havane, Olivier Berthoud, s'est installé provisoirement dans le bâtiment du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il emménagera à l'am-

bassade de Suisse, une fois que les travaux de rénovation seront terminés.

Le premier projet va démarrer prochainement dans les régions de Holguin et de Santa Clara. Il s'agit d'aider les petits paysans et les coopératives agricoles à réduire les pertes de haricots, de riz et de maïs après les récoltes. Des artisans locaux apprendront à construire des silos en métal hermétiques pour préserver ces denrées (voir photo en marge). Cette technologie a été développée en Amérique centrale, où elle a fait ses preuves. Suivi avec enthousiasme par 15 spécialistes cubains, un premier séminaire de planification a confirmé que les paysans souhaitent vivement améliorer le stockage afin d'accroître la sécurité alimentaire et de stabiliser les prix sur les marchés ruraux. «Selon ce séminaire», relève Mme Huber, «la phase pilote permettra de former 14 instructeurs et 136 artisans, lesquels pourront construire et vendre 11 500 silos.» ■

(De l'allemand)



DDC

Femmes en détresse

La ratification de la Convention européenne des droits de l'homme par la Fédération de Russie est loin d'avoir mis fin aux violations de ces droits dans le pays. Les victimes sont souvent des femmes et des enfants.

(mr) Alexandra Pyatakova, féministe et militante des droits de l'homme, est ce qu'on appellerait dans les pays anglo-saxons une *power woman*. Cette juriste de 51 ans, conseillère municipale, candidate à la Douma et mère de deux enfants, est l'âme de la première organisation féministe créée dans la région de Rostov. L'association «Vera, Nadezhda, Lyubov» (foi, espoir, amour) qu'elle préside a été fondée en 1996 à Novotcherkassk, ancienne capitale cosaque située dans le sud-ouest d'une région qui est la sixième de Russie en termes de superficie. Les quinze femmes actives dans cette association – surtout des juristes, pour la plupart bénévoles – ont du pain sur la planche: elles organisent des conférences et des tables rondes consacrées à des questions de droits de l'homme, elles offrent une assistance juridique aux femmes de la région et rédigent des articles pour la presse locale.

Victimes de violences

En 1998, la DDC a octroyé à cette association une première aide financière en relation avec le projet «Consultation sociale et juridique pour des femmes en détresse». Outre l'assistance juridique, il s'agissait d'offrir aux femmes de Novotcherkassk un

appui psychologique et une ligne téléphonique d'urgence. «Bien souvent, les femmes ne savent pas qu'elles ont des droits et qu'elles peuvent les défendre», observe Dorothea Kolde, coordinatrice suppléante au bureau de coordination de la DDC à Moscou.

La plupart des femmes qui s'adressent au centre de consultation sont victimes de violences. Beaucoup d'entre elles racontent que leurs maris s'enivrent, terrorisent leurs enfants et les battent. Et un divorce ne résout pas les problèmes, car les couples sont souvent obligés, pour des raisons financières, de continuer de vivre dans le même logement. Ils n'ont pas les moyens d'en acheter un second et les appartements à louer sont pratiquement inexistantes. «La situation devient très critique au moment où l'ex-mari amène sa nouvelle femme et où tout le monde est obligé de vivre à l'étroit; c'est alors que les femmes se tournent vers l'organisation féministe pour demander une assistance juridique et psychologique.» ■

(De l'allemand)



Anthony Szuau / VU

Soutien aux droits de l'homme

La DDC appuie actuellement plusieurs projets de défense des droits de l'homme en Russie: dix dans la partie méridionale de la Fédération (régions de Rostov et de Krasnodar), quinze à Moscou et un en Bachkirie. Son partenaire pour la réalisation est l'association genevoise Liberty Road. La quatrième phase du projet s'achève ces jours. Après avoir procédé à une réorientation méthodologique et opérationnelle, la Division de la DDC pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI restera active dans le secteur des droits de l'homme en Russie.

L'aide viendra d'Amman

La DDC ouvrira cet été un bureau en Jordanie, le pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés palestiniens. La Suisse a aidé ces réfugiés à hauteur de 150 millions de francs au cours des 50 dernières années. Elle constitue ainsi un de leurs principaux pays donateurs.

(mr) Quand Adrian Gnägi évoque le défi qui l'attend, ses yeux s'éclairent. Le futur coordinateur de la DDC à Amman prend ses fonctions dans quelques semaines. C'est un nouveau bureau de coordination qui s'ouvre au Proche-Orient, mais la Suisse est engagée dans cette région depuis plusieurs décennies. Elle est particulièrement active dans l'aide aux réfugiés palestiniens.

La coordination des activités se faisait jusqu'à présent depuis le bureau de liaison suisse en Cisjordanie et à Gaza. Mais le programme a régulièrement pris de l'ampleur; il requiert des ressources accrues, qui seront désormais fournies à partir d'Amman.

Médiation suisse

Confronté dans les années 90 à une crise structurelle qui allait en s'aggravant, l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a bénéficié sans retard d'un appui helvétique. La Suisse a en effet assumé ces dernières années une fonction de coordination entre les donateurs de l'UNRWA et les pays qui accueillent des réfugiés. Ce faisant, elle s'est acquise une bonne réputation. «On reconnaît aujourd'hui que la Suisse

joue un rôle particulier de médiatrice pour l'élaboration de solutions aux problèmes opérationnels survenant dans le domaine des réfugiés», se réjouit Adrian Gnägi. À côté des programmes d'aide existants, en Jordanie, au Liban et en Syrie, le bureau de la DDC à Amman s'occupera d'un nouveau champ d'activité: une plate-forme de réflexion qui devrait favoriser la concertation entre donateurs, pays hôtes et organisations sur les problèmes humanitaires des réfugiés.

Au cas où un accord de paix serait conclu à plus ou moins brève échéance, il en résulterait une tâche de grande envergure pour l'aide humanitaire, mais aussi pour le nouveau bureau: ce pourrait être le plus grand programme de rapatriement et d'intégration de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. ■

(De l'allemand)



Kai Wiedenhöfer / Lookat

Une multitude de réfugiés

Les Palestiniens constituent un des groupes de réfugiés les plus importants du monde.

À l'issue de la guerre de 1948, la création de l'État d'Israël a provoqué la fuite de 700 000 Palestiniens.

Et plusieurs centaines de milliers d'autres ont pris le chemin de l'exode en

1967, quand Israël a occupé Gaza et la Cisjordanie lors de la Guerre des Six Jours. Il y a aujourd'hui quelque 3,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'ONU et 1,5 million non enregistrés.

Au moins 42 pour cent de ces réfugiés vivent actuellement en Jordanie et la plupart d'entre eux ont acquis la nationalité jordanienne.



Keystone

Diversification des modèles de travail

(bf) De nouvelles formes de travail seront testées au sein de la DDC. La direction a donné son aval à un projet pilote qui devra s'assurer que ces modèles s'adaptent aux réalités quotidiennes et évaluer les possibilités de mise en œuvre. On essaiera en particulier le *job sharing* (partage d'un poste entre deux personnes), le télétravail (travail à domicile en communication électronique avec la centrale) limité à certains jours, la fonction de cadre à temps partiel, la fonction de cadre avec une part de télétravail et la suppléance partagée. D'ici à fin 2001, il s'agira de déterminer dans quelles conditions ces nouveaux modèles pourront être définitivement adoptés.

Prix indien

(bf) La section Ressources naturelles et environnement de la DDC a enregistré un beau succès en Inde. Elle finance depuis 1994 un projet qui a révolutionné à plusieurs égards l'industrie du verre dans la ville de Firozabad. Ce projet, réalisé par l'organisation non gouvernementale TERI (Tara Energy Research Institute), vient de recevoir une distinction qui récompense des prestations exceptionnelles dans le secteur technologique et industriel. Il s'agit du fameux «Certificat du mérite» décerné par l'organisation à but non lucratif Consultancy Development Centre. Les résultats obtenus sont probants à plusieurs niveaux: la conversion du charbon au gaz naturel pour les fours à fusion et un système de récupération de

la chaleur se traduisent par un gain d'énergie de quelque 50 pour cent. Cela réduit considérablement la charge sur l'environnement tout en améliorant les conditions de travail grâce à une forte diminution de la poussière. La conception de ces fours a été entièrement revue en faisant appel à divers spécialistes internationaux. Ces derniers ont cherché – et manifestement trouvé – les meilleures solutions pour ce domaine et les autres industries concernées.

Coup de cœur

(vuc) Une Pakistanaise va recevoir l'aide inattendue d'un téléspectateur suisse touché par son histoire. Jamila vit dans un quartier déshérité de Karachi, où elle fait un travail de vulgarisation en matière de santé. Ayant bénéficié

d'un petit crédit, elle a acheté un congélateur dans lequel elle stocke des aliments, des médicaments et des vaccins, ce qui lui procure une source de revenus. Son histoire est racontée dans un film d'une dizaine de minutes, *Super Jamila*, qui a été tourné au Pakistan en 1998. Ce court-métrage a été coproduit par la DDC et Azimuts, l'unité audiovisuelle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à Genève. Mis à la disposition de 900 chaînes de télévision pour la Journée internationale de la femme, le 8 mars dernier, il a notamment été diffusé par la Télévision suisse romande (TSR) à l'heure du téléjournal. Ému par ces images, un téléspectateur a contacté la TSR pour proposer de rembourser le prêt de Jamila.

Au fait, que sont les... biens publics globaux?

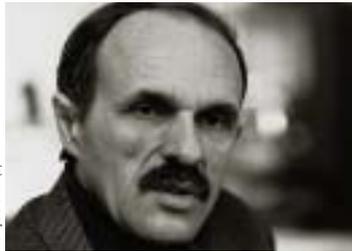
(bf) C'est lors du Sommet monétaire de l'an passé à Prague que l'on a entamé un débat international sur la notion de biens publics globaux. À cette occasion, on a élargi au niveau supranational l'idée des biens publics des États, depuis longtemps familière des sciences économiques. Ces biens ont pour caractéristiques d'une part d'être accessibles à tout un chacun, d'autre part de pouvoir être librement consommés par un individu sans préjudice pour autrui (au contraire des biens disponibles en quantités limitées). Quelques exemples de biens publics globaux: la réduction du réchauffement de la planète, la recherche fondamentale, la lutte contre la propagation de maladies (notamment le sida), la stabilité des marchés financiers, le comblement du trou d'ozone ou la lutte contre la pauvreté. Ce dernier exemple explique d'ailleurs l'absence de définition officielle. Il reste de nombreuses questions ouvertes à propos des biens publics globaux. Qui doit les payer? Comment les délimiter par rapport aux biens publics nationaux? Comment les choisir et qui est compétent pour le faire? Qui dispose de quelles prérogatives en la matière?



Delier Rueff / Lookat

Les volontaires sont plus que de bonnes âmes

2001 est l'Année internationale des Volontaires. La coopération suisse au développement fait aussi appel à des travailleurs bénévoles. Nathalie Fleury, anthropologue et volontaire, Paul Stadler, de la Mission Bethléem Immensee, et François Droz, de la DDC, se sont demandé ce qui motive ces travailleurs et si leur engagement est encore d'actualité. Débat animé par Gabriela Neuhaus.



François Droz



Nathalie Fleury



Paul Stadler

Unité

L'organisation faitière Unité regroupe 30 institutions qui forment des volontaires pour des missions de coopération au développement et les engagent dans différents programmes. La majorité de ces organisations sont d'origine religieuse. Toutefois, la DDC ne soutient que celles de leurs activités qui sont dépourvues de caractère missionnaire et qui appliquent le principe selon lequel l'aide est destinée aux plus pauvres, conformément aux lignes directrices suisses en matière de coopération au développement. Les volontaires doivent bénéficier d'une solide formation professionnelle et être prêts à s'engager pour deux ans au minimum. Ils reçoivent un salaire qui leur permet de vivre sur place et leurs cotisations sociales sont prises en charge par l'institution pour laquelle ils travaillent. Le nombre des volontaires envoyés sur le terrain par l'intermédiaire d'Unité oscille entre 200 et 400 par an. La DDC alloue chaque année un soutien de l'ordre de 9,2 millions de francs aux activités bénévoles initiées au travers de cette organisation. Pour de plus amples informations, consulter www.unite-ch.org

Un seul monde: Qu'est-ce qui distingue le volontariat des autres formes de travail au sein de la coopération au développement?

Nathalie Fleury: Le mot que je relierais à celui de volontariat est celui d'engagement. L'expérience que j'ai vécue n'a pas été une parenthèse dans ma vie. Cet engagement a débuté en Suisse, il s'est poursuivi durant les années que j'ai passées en République centrafricaine. Et il continue aujourd'hui encore, au retour.

Paul Stadler: Les volontaires sont des gens qui s'engagent dans une activité sans chercher à faire carrière. Ils mettent simplement leurs compétences à disposition et recherchent un échange culturel ou interreligieux. Plus que d'autres, ils sont prêts à s'imprégner d'une autre culture, c'est pourquoi leur engagement dure au moins trois ans. Ils apprennent la langue du pays, s'ouvrent à sa culture et à son histoire, pour pouvoir vivre le plus près possible de la base.

Un seul monde: La DDC soutient des organisations qui envoient des volontaires dans les pays du Sud. Pourquoi?

François Droz: C'est l'engagement de personnes compétentes qui partent au Sud pour renforcer la société civile sans avoir au premier degré un intérêt financier ou professionnel. L'autre raison pour laquelle la DDC soutient ce programme, c'est l'importance du témoignage au retour de ces personnes en Suisse et leur partage d'un autre regard, d'une autre réalité auprès de la population suisse. La DDC

met un accent particulier sur le professionnalisme de ces personnes qui s'engagent: les situations sur place sont très complexes – une bonne âme et un bon cœur ne suffisent pas.

Nathalie Fleury: Il est important de souligner qu'un engagement en tant que volontaire dans le domaine de la coopération ne se résume pas à du bénévolat. Le volontaire s'engage dans un cadre, celui d'une ONG qui possède des conditions de recrutement et de partenariat. Il est également attendu que le partenaire au Sud s'implique et appuie le volontaire matériellement.

François Droz: La DDC attend de la part des organisations qui envoient de nombreux volontaires une certaine structure, une vision claire, un programme cohérent.

Nathalie Fleury: J'ai pour ma part réellement ressenti le fait d'appartenir à un mouvement qui s'impliquait au Sud, mais également en Suisse au niveau de la sensibilisation et de la conscientisation. Ce travail d'échange permet de construire des passerelles entre les sociétés et c'est cet aspect qui est intéressant.

Paul Stadler: Pour nous, il est très important que nos partenaires du Sud nous invitent à venir, qu'ils nous disent «Nous avons besoin de votre coopération».

Un seul monde: Ce travail de base que des Suisses fournissent dans les pays du Sud, n'est-ce pas une approche un peu dépassée?



La coopération au développement recourt à des volontaires dans les domaines les plus divers: ils distribuent des secours alimentaires après le séisme au Salvador (ci-contre), ils travaillent dans un atelier de machines agricoles au Nicaragua, dans la culture du riz en Thaïlande et aux Philippines (ci-dessus), ils sont actifs dans une coopérative de café au Mexique ou dans la construction de citernes en Inde (page suivante).

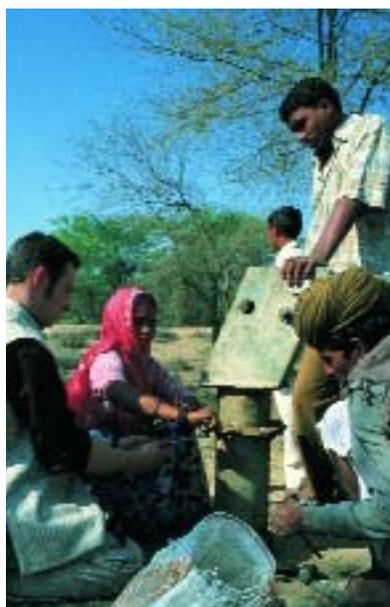
François Droz: Il est évident qu'il y a de plus en plus de compétences au Sud. Cependant, malgré les améliorations très sensibles, les besoins de personnel qualifié dans les régions isolées restent encore d'actualité pour certaines conditions. C'est important d'intégrer dans le travail de coopération l'élément de remplacement, de formation pour que les populations concernées puissent prendre en main leur avenir avec ces nouvelles compétences.

Nathalie Fleury: L'un des points forts que peuvent apporter les volontaires, outre leurs compétences professionnelles et personnelles, est peut-être ce regard extérieur qu'ils possèdent de la culture avec laquelle ils vont travailler. À leur retour en Suisse, ils auront également acquis une distance face à leur propre société, ce qui leur permettra de poser

un regard enrichi, un regard complexe sur les choses.

Un seul monde: Hormis tout ce que ces engagements individuels peuvent apporter aux personnes directement concernées, quelle est leur fonction aujourd'hui dans des programmes de coopération modernes, axés sur la durabilité?

François Droz: Notre premier but est d'appuyer des populations dans le Sud et ce processus ne peut se faire que sur un moyen ou un long terme. L'expérience d'une personne, acquise pendant trois ans, est certes importante et forte, mais cet engagement doit s'inscrire dans un programme de l'organisation concernée: on ne peut pas imaginer de développement sur un court terme. Il faut qu'il y ait un



programme, un sens de durabilité de l'engagement.

Nathalie Fleury: C'est en effet un élément essentiel. L'engagement dans un projet ne doit pas être ponctuel. Il y a un «avant» et un «après».

Paul Stadler: Nous savons par expérience qu'au terme d'une coopération fructueuse, qui a permis de mener un projet à terme avec succès, les gens souhaitent voir le projet se poursuivre. À ce stade, il est bon de savoir que l'organisation cherchera quel qu'un pour continuer le travail.

Un seul monde: Il devient cependant de plus en plus difficile de recruter de nouveaux volontaires. Dans les projets de développement, leur nombre n'a cessé de reculer ces dernières années. Pourquoi?

François Droz: Il y a plusieurs raisons à cette diminution du nombre de personnes. Les compétences requises deviennent de plus en plus importantes et ces compétences ne sont pas acquises à 23 ans – mais plutôt vers 40 ans. Et à 40 ans, on a en général des enfants ou on est dans un processus de carrière. Pour cela, il devient de plus en plus difficile de trouver des personnes qui sont prêtes à assumer un changement de vie radical pour elles-mêmes et leurs enfants.

Paul Stadler: Ce genre d'engagement suscite autant d'intérêt que par le passé, mais les gens renoncent lorsqu'ils réalisent ce que cela implique. Les réticences sont surtout dues au facteur temps: beaucoup considèrent aujourd'hui qu'un engagement minimal de trois ans est trop long. De plus, le cadre dans lequel il faut travailler manque d'attrait.

Nathalie Fleury: La question du retour se pose souvent avant le départ. Le problème de la réinser-

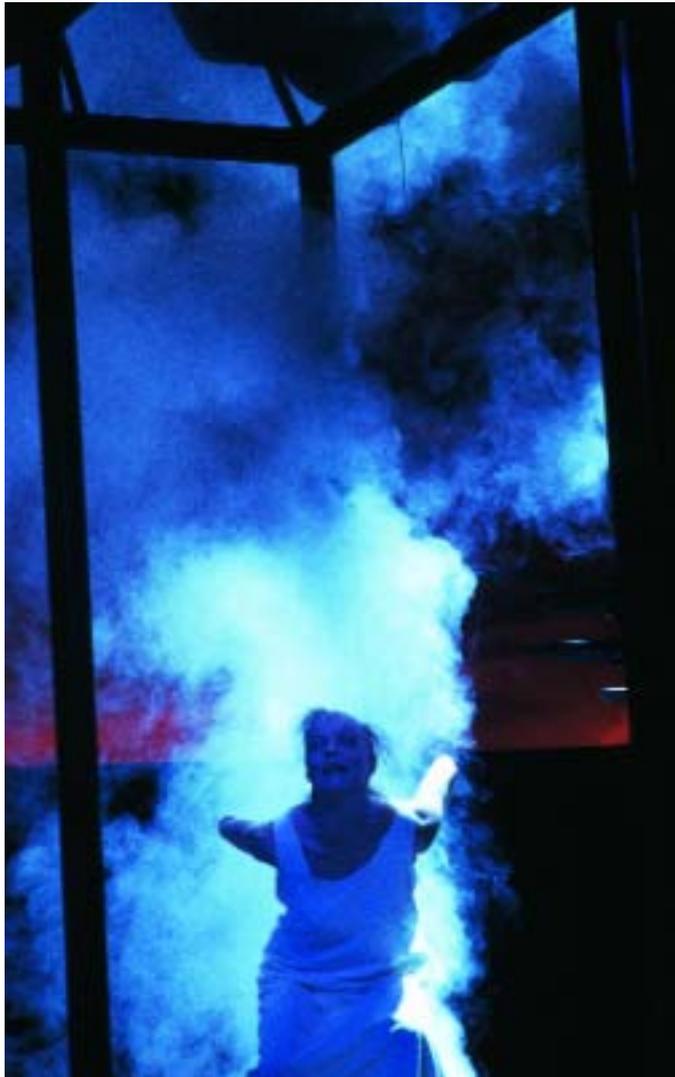
tion professionnelle peut ainsi faire peur à certaines personnes, par exemple aux familles. Il est par conséquent primordial d'appuyer une reconnaissance et une valorisation de ce type d'engagement, de manière écrite dans les curriculum vitae, au niveau de la couverture sociale, mais également dans l'esprit des gens.

François Droz: Il y a aussi un travail à faire par les organisations pour valoriser et faire connaître l'expérience du volontaire. Il faudrait montrer qu'un volontaire possède justement les qualités et l'expérience que demande le marché actuel de l'emploi: flexibilité, écoute, adaptabilité à des situations complexes, capacité de gestion de personnes de cultures différentes. Tous ces critères sont hautement appréciés par les entreprises!

Un seul monde: Faudrait-il donc promouvoir le travail des volontaires dans le domaine de la coopération au développement?

Paul Stadler: Les volontaires sont très demandés dans les pays du Sud. Nous pourrions en envoyer bien davantage que ceux dont nous disposons. C'est pourquoi nous devons continuer à motiver des gens, car il serait dommage de tout abandonner maintenant. Il ne faut pas sous-estimer non plus le caractère durable et l'effet à long terme de ces échanges humains. ■

Le théâtre pour changer le monde



Isabelle Meier

Au cœur de la cité, une ruche s'éveille et impose son chant. Cette ruche, c'est un théâtre. Carrefour de mots et d'idées, fabrique de liens, il porte le nom souriant de Comédie et partage avec qui le souhaite son utopie.

À l'heure du tout écran, le spectacle vivant retrouve toute sa magie, son sens et sa force. Sur la scène, les acteurs, témoins privilégiés de notre rapport au monde, explorent l'humain dans ses failles et transforment en signes clairs les équilibres mystérieux des relations humaines. Funambules, «athlètes du cœur», ils retiennent notre souffle en racontant la respiration de notre temps. Plus encore lorsqu'ils

servent des textes d'auteurs vivants.

Ceux-ci n'ont pas toujours trouvé leur place dans les grandes institutions. Ici, on aime faire entendre leurs mots car on devine que, plus que ceux des classiques, ces mots, ce sont les nôtres. Alors, à la Comédie, on les reçoit. Grâce au soutien de la Société suisse des auteurs, deux ou trois auteurs s'arrêtent ici quelques mois en résidence. Ils interrogent les pratiques du théâtre, bousculent son équipe en traquant les idées préconçues.

Lieu emblématique de la parole prise et donnée, le théâtre fait de l'expression et de l'engagement

des valeurs précieuses. La Comédie de Genève, attachée à l'esprit d'un théâtre citoyen, invente des espaces pour héberger cette parole. Autour des spectacles, débats et expositions se font l'écho des engagements et des appels à la résistance.

«Sclavus», exposition dénonçant l'esclavagisme contemporain dans certaines missions diplomatiques, ou «Terres minées», conçue par Handicap international, donnant une visibilité aux victimes des mines antipersonnel, sont toutes deux des exemples de prise de position qui ont leur place dans ce théâtre.

En mars 2001, la Comédie reçoit un spectacle événement, «Rwanda 94», par la compagnie belge Le Groupov. Un travail sans concession mené durant cinq ans pour tenter de comprendre l'impensable, le génocide de 1994. Du récit le plus nu à la fiction théâtrale la plus sophistiquée, ce spectacle de cinq heures bat en brèche nos préjugés, interroge le rôle des médias dans la retranscription de cette tragédie, nous met en face d'une humanité déchaînée, la nôtre.

Comme *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais révélait à l'adolescente que j'étais dans les années 70 une face indélébile du monde contemporain, «Rwanda 94» provoque un nouveau choc. Mais pas l'accablement. En voulant rendre leur dignité aux morts et aux victimes, le spectacle traite le spectateur avec le même respect.

Un tel pari ouvre un champ infini à la création théâtrale et donne à cet art archaïque une éternelle jeunesse.

La Comédie de Genève se veut l'écrin d'une parole libre et fragile. Un espace abrité qui pour autant aime prendre des risques

et afficher son anticonformisme, sa liberté de ton, son goût du contact et du débat dans une culture environnante qui tarde à quitter ses réflexes calvinistes... Le théâtre pour changer le monde, tout simplement... ■



Hélène Tobler

Anne Bisang, metteur en scène, est directrice de la Comédie de Genève. Lorsqu'elle a repris les rênes de l'institution en juillet 1999, cette féministe engagée était âgée de 38 ans, ce qui faisait d'elle la plus jeune responsable d'un théâtre en Suisse. Elle a entrepris de changer l'image de la Comédie, d'en faire un théâtre ouvert et populaire. Anne Bisang a passé sa petite enfance à Yokohama (Japon), puis à Beyrouth. Elle n'est revenue à Genève, sa ville natale, qu'à l'âge de onze ans. Après une formation à l'École supérieure d'art dramatique, elle a d'abord été tentée par le métier de comédienne, mais elle s'est rapidement tournée vers la mise en scène. Elle a fondé en 1986 la Compagnie du Revoir et a monté une dizaine de spectacles.

Z o o m

sur les frontières



Jodi Bieber



Jodi Bieber



Manuel Bauer



Julian Cardona

CULTURE

«Afrique du Sud – Mozambique: illégalité et refoulement» (2000), de Jodi Bieber

Un train ramène les immigrés clandestins vers un Mozambique durement touché par les inondations (printemps 2000).

Ce reportage a valu à la photographe sud-africaine le Prix mondial de la photo de presse 2001.

«Tibet: fuite en exil» (1995), de Manuel Bauer

Une petite fille et son père fuient à travers l'Himalaya pour rejoindre le Dalaï Lama à Dharamsala, en Inde.

«Mexique / États-Unis: la Frontera» (2000), de Julian Cardona

Les conséquences du boom dû à l'ALENA, près de la frontière mexico-américaine, où le «premier» et le «dernier» monde se télescopent comme nulle part ailleurs.

Une frontière peut changer le cours d'une vie. L'exposition photographique «Au-delà des frontières», organisée par Pro Helvetia et la DDC, présente dix reportages émouvants sur les frontières et l'expérience de personnes démunies qui les franchissent.



Thomas Kern



Valery Nistratov



Joachim Ladefoged



Meinrad Schade

(lit) La mondialisation a fait de la planète un village. Dans le «cyberespace», la communication n'a plus de limites. Pourtant, de nouvelles frontières, de nouveaux obstacles apparaissent. Les riches n'ont aucune peine à les franchir. En revanche, le passage est plus difficile pour ceux qui n'ont pas un sou en poche.

L'exposition conçue par le photographe zurichois Daniel Schwartz évoque dix «frontières» de ce genre nouveau. Des photographes de trois continents ont visité et photographié

des lieux où s'entrechoquent des cultures et des mondes différents.

Les images montrent la fuite d'une petite fille à travers l'Himalaya, le commerce transfrontalier en Transnistrie, le refoulement d'immigrés clandestins d'Afrique du Sud vers le Mozambique (ce reportage a d'ailleurs reçu le Prix mondial de la photo de presse), mais aussi des Kosovars dans les centres d'accueil en Suisse, des Chinois à San Francisco et des Africains sur le rocher de Gibraltar.

«San Francisco, Chinatown: This Land is Our Land» (2000), de Thomas Kern
Immigrants chinois à San Francisco.

«La Transnistrie: une région frontalière se constitue en État» (2000), de Valery Nistratov
Une petite république autoproclamée à l'intérieur de la Moldavie, sur un territoire qui a appartenu naguère à l'Ukraine et à la Roumanie.

«Chez soi au Kosovo» (1999-2000), de Joachim Ladefoged
Exode en Albanie, retour au pays et vie quotidienne à Kosova/Mitrovica, une ville coupée en deux.

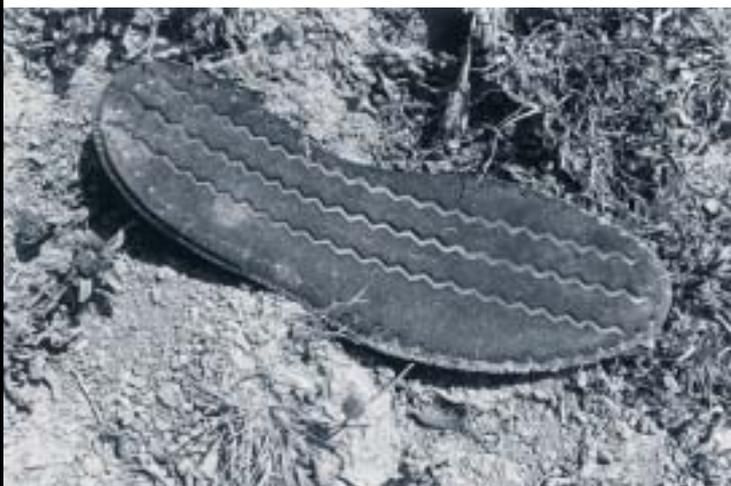
«Suisse: pays d'asile / pays de transit» (1998-2000), de Meinrad Schade
Départ de la gare de Milan, passage de la frontière tessinoise, séjour dans un centre suisse pour requérants d'asile, refoulement. Retour vers un Kosovo dévasté par la guerre et reconstruction.



Randa Shaath



Randa Shaath



Roger Wehrli



Don McCullin

Toutes les photos sont d'excellente qualité et presque tous les reportages ont été réalisés spécialement pour cette exposition. Le grand reporter-photographe Don McCullin a, quant à lui, fouillé dans ses archives pour y dénicher des clichés inédits de la guerre civile à Chypre en 1964.

«Au-delà des frontières» commence sa tournée à Bienne, sur une frontière emblématique: la barrière de röstis. Elle fera ensuite escale à Chiasso, à Bâle et dans d'autres villes, en Suisse et ailleurs. ■

(De l'allemand)

Le livre de l'exposition

En marge de l'exposition et sous le même titre *Au-delà des frontières*, les éditions Rotpunkt à Zurich publient un ouvrage d'environ 180 pages richement illustré, disponible en allemand et en italien, ainsi qu'en anglais et en français (deux volumes). Cet ouvrage reprend 65 photographies en noir et blanc. Et chacun des dix reportages est présenté dans un texte d'introduction. On peut ainsi lire des essais d'auteurs comme Urvashi Butalia, Juan Goytisolo et Paul Villoro.

Où et quand?

- Photoforum PasquArt, Bienne (vernissage): du 2 juin au 19 août 2001.
- Anciens entrepôts CFF, Chiasso: du 15 septembre au 14 octobre 2001.
- Espace culturel de la gare badoise (réouverture prévue en automne 2001), Bâle: du 1^{er} au 30 novembre 2001.
- Centre valaisan de l'image et du son, Martigny: du 4 janvier au 28 février 2002 (à confirmer).
- En avril 2002, l'exposition commence une tournée à l'étranger. Elle sera présentée dans divers pays et continents.

«Les Palestiniens, prisonniers dans leur patrie» (2000), de Randa Shaath

Vie dans la confusion cartographique qui règne en Cisjordanie. Tracasseries et brimades aux points de passage «sûrs» entre Gaza et Israël.

«Gibraltar: au seuil de la forteresse Europe» (2000), de Roger Wehrli

Migration illégale d'Afrique occidentale vers le Nord. Afflux de touristes vers le Sud.

«Chypre: la guerre civile» (1964), de Don McCullin

Un célèbre reportage sur la guerre civile de 1964, avec des photos inédites.

Huit Kirghizes un jour de mai

(gn) Le Shoro est aujourd'hui la boisson nationale des Kirghizes. Les frères Egemberdiev, qui ont réussi à la commercialiser, sont comblés par les temps nouveaux. De son côté, le jeune Erniz Djamangulov se débat pour faire survivre sa petite exploitation agricole dans le climat de concurrence effrénée qui va de pair avec l'économie de marché. Depuis l'indépendance, rien n'est plus comme avant au pays du poète Tchinghiz Aïtmatov. Quelques rares Kirghizes ont compris plus vite que d'autres le fonctionnement du marché libre. Le documentaire *Kirgistan, 23. Mai* (en allemand), cofinancé par la DDC, présente la vie quotidienne de huit Kirghizes issus de diverses couches sociales, dans un pays fascinant, qui est resté caché pendant des décennies derrière le rideau de fer. *Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti: «Kirgistan, 23. Mai», film documentaire, vidéo 85 minutes (version courte 52 minutes)*
Prêt / vente: Offroad Reports Sàrl, tél. 031 376 11 76
e-mail: offroadreports@bluewin.ch
Une version de 30 minutes, spécialement conçue pour les écoles, est en prêt / vente auprès du service «Films pour un seul monde», tél. 031 398 20 88, mail@filmceimwelt.ch

Future couturière

(dg) Shanaz, 12 ans, vit dans un camp de réfugiés en Afghanistan, avec sa mère et ses sœurs. Elles ne disposent que d'une seule pièce et le fourneau à bois est leur seul «luxe». Les repas se composent le plus souvent de pain et de thé. Les enfants participent par leur travail à la survie de la famille. Ils vont par exemple laver la vaisselle au robinet du camp. Adoptant le point de vue des enfants, le film *Shanaz – Princesse en exil* présente la vie de tous les jours dans un camp de réfugiés. Malgré les

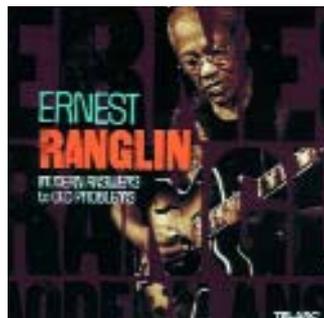


conditions difficiles, Shanaz garde son optimisme: un jour, elle sera couturière. Sur fond de guerre et de violence, le film parvient à donner un visage aux gens et à les sortir de l'anonymat du camp. *Geneviève Mersch: «Shanaz – Princesse en exil», Belgique 1996. Version allemande et française, vidéo VHS, 15 minutes. Film documentaire pour les enfants à partir de 10 ans.*

Distribution / Vente: Cinédia, tél. 026 426 34 30, e+m.cinedia@mail-com.net

Des histoires irrésistibles

(er) Ernest Ranglin compte parmi les pionniers du ska et du reggae. Il a joué entre autres avec Bob Marley, Jimmy Cliff, Monty Alexander et Baaba Maal. À 68 ans, le virtuose jamaïcain de la guitare reste pourtant largement méconnu, comme l'illustre son dernier CD, *Modern Answers to Old Problems*. La réponse de Ranglin est claire: Ya man – aussi pour les férus de jazz – avec des moments irrésistibles passant des variations sur une note unique à des sons soyeux savamment esquissés. La guitare est ac-



compagnée par des percussions et une basse défiant toutes les limites, des solos au saxophone dans le pur style jazzy et les sons d'un orgue Wurlitzer. Enfin, une voix de femme superbement souple s'insinue dans la polyrythmie de ce mélange d'afro-jazz et d'afro-beat. Ernest Ranglin a enregistré son disque à Londres, s'entourant de musiciens de studio aux racines nigérianes.

Relevons la participation de l'ancien batteur de Fela Kuti, Tony Allen (une légende de l'afro-funk) et de la chanteuse Sylvia Tella (reine anglaise du reggae). Même le célèbre saxophoniste Courtney Pine a apporté sa touche à l'un des titres.

Ernest Ranglin: «Modern Answers to Old Problems» (Telarc/Musikvertrieb)

Flammes tsiganes

(er) Ils ont la musique dans le sang. Leurs violons et leurs clarinettes rient et pleurent à la fois; tristesse et espoir se mêlent dans leurs voix. La *darbouka*, tambour oriental, impose un rythme endiablé, la basse swingue à la tsigane et l'accordéon vous coupe le souffle. Les musiciens rom accompagnent ici Ibro Lolov, l'un des accordéonistes les plus populaires de toute la Bulgarie. Cette musique tsigane évoque la longue et souvent douloureuse odyssée d'un peuple du nord de l'Inde, qui a traversé la Perse et atteint les Balkans au 15^e siècle. Une musique toute de sensibilité et de joie de vivre. Elle fait vibrer des déclarations



Service

d'amour enflammées, que l'on joue lors des mariages et qui ne laissent aucun convive de bois.

Ibro Lolov: «Gypsy Music from Bulgaria», vol. 2 (ARC Music/Be-Bop)

Musique née dans la douleur

(er) La musique afro-américaine, infiniment généreuse de formes et de rythmes, plonge ses racines dans une histoire tragique faite de colonisation, d'esclavage, de révolution et d'exil. Une anthologie – un double CD ainsi qu'un livret richement illustré et documenté – présente les diverses facettes de cette musique unique en son genre. Déjà célèbres ou encore à découvrir, 32 groupes de 19 pays nous offrent 33 titres: 141 minutes et 20 secondes d'enchantement. Ils jettent ainsi un pont entre l'Afrique et le Nouveau Monde, ils relient l'Amazone au Mississippi, la Jamaïque au Pérou, l'île de Curaçao à Cuba, le Belize au Surinam... C'est un voyage fabuleux bercé par la diversité des genres: son, salsa, merengue, reggae, zouk, calypso, samba, sangeo, kaseko, cumbia, blues, gospel, etc. Cette compilation géante de la musique noire a reçu le prix de la critique discographique allemande et a caracolé pendant des mois en tête des World Music Charts européens. Arrivé au terme du voyage, on n'a qu'une envie: repartir!

«Musica Negra in the Americas»
(Network Medien / COD Music)

Conférence annuelle: l'Inde en point de mire

(sbs) L'Inde sera cette année le thème de la Conférence de la coopération suisse au développement, organisée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (seco). L'Inde est un pays de concentration de l'aide suisse. La DDC y est engagée depuis le début des

années 60. Elle consacre chaque année quelque 30 millions de francs à des programmes humanitaires et de développement menés en Inde. À ce montant s'ajoutent les contributions du seco.

La Conférence annuelle de la coopération suisse au développement aura lieu le 24 août (après-midi et soir), au centre de congrès de la Foire de Bâle.

L'ONU expliquée aux élèves

(cg/gnt) «Zur Zeit» est une série de manuels d'enseignement destinés à la formation politique dans les degrés secondaires I et II. Son dernier dossier (cahier de l'élève et commentaire destiné à l'enseignant) est consacré aux Nations Unies. Le sujet est abordé de trois points de vue: une première partie décrit l'ONU ainsi que le travail de ses différents organes et sous-organisations; la deuxième partie explique les rapports de la Suisse avec l'ONU; enfin, la troisième partie s'interroge sur la manière dont le citoyen se forge une opinion, sur l'analyse des opinions et sur l'évolution du climat politique. À plusieurs reprises, la parole est donnée à des adolescents. Le commentaire destiné à l'enseignant comprend des astuces sur l'utilisation du dossier en classe, des indications didactiques, des fiches à copier et une liste de sites Internet en rapport avec le sujet.

«Zur Zeit: UNO», Éditions scolaires du canton de Berne (BLMV), disponible en allemand seulement.
Cahier et commentaire: 15 francs, cahiers supplémentaires: 4 francs (min. 10 exemplaires).
Commandes: www.blmv.ch;
BLMV, Güterstrasse 13,
3008 Berne,
tél. 031 380 52 52

Pentecôte à l'africaine

(gnt) Winterthour accueille du 28 mai au 4 juin la douzième

édition de son traditionnel festival africain de la Pentecôte. Cet «Afropfingsten», qui se déroule sur le terrain de l'entreprise Sulzer, promet d'être riche en exclusivités et en concerts. Plusieurs stars ont déjà confirmé leur venue: Sam Mangwana, Hugh Masekela, Africando et Awilo Longomba. Les festivités débiteront par un spectacle de danse au Theater am Stadtgarten, les 28 et 29 mai. Le mercredi 30, une soirée de gala est organisée à la Salzhaus sur le thème «Ensemble pour l'Afrique».

Quant au marché, prisé pour son ambiance, il se tiendra les 1^{er} et 2 juin. Les concerts auront lieu au bloc 37 et s'échelonneront du 31 mai au 4 juin. Le dernier sera donné le lundi de Pentecôte par Lagbaja, le nouvel espoir nigérian. Le programme comprend aussi divers ateliers et une semaine africaine au cinéma Loge. La DDC parraine ce festival et y présente une exposition sur la vie des femmes au Niger.

Pour plus de détails, se référer à la presse ou consulter le site www.africa.ch

Chez les pygmées Bayakas

(gn) «Pygmées: d'un regard à l'Autre». Voilà le titre d'une exposition qui donne un aperçu inhabituel de la culture des Bayakas. Les réalisateurs de l'exposition, Nathalie Fleury (textes) et François Riat (photos), ont passé plus de trois ans chez ces pygmées, en République centrafricaine. Leurs photos et leurs textes montrent la vie quotidienne dans la savane, font ressentir à quel point la culture et la perception de ce peuple diffèrent de notre vision du monde. L'exposition illustre les problèmes auxquels les pygmées sont confrontés aujourd'hui. Les photos en noir et blanc sont à la fois intimistes et discrètes, les textes témoignent d'une réflexion profonde, d'un véri-



François et Nathalie Fleury

table échange culturel.

«Pygmées: d'un regard à l'Autre». Musée jurassien d'art et d'histoire à Delémont, du 11 mai au 12 août; Théâtre du Crochetan à Monthey, du 3 au 31 octobre.

Nathalie Fleury et François Riat ont édité à compte d'auteurs un livre richement illustré qui porte le même titre que l'exposition.

Cultures du monde en été 2001

(gnt) Depuis bientôt dix ans, la DDC soutient la présence en Suisse de l'art et des cultures du Sud. Elle le fait en collaboration avec Pro Helvetia et en partie par le biais du Fonds culturel Sud de l'organisation Culture et Développement. C'est surtout durant les mois d'été, à l'occasion des festivals en plein air, que sont organisés ces spectacles ou expositions. Des contributions fédérales facilitent la tenue de petits festivals de qualité: Festival des cultures du monde à Sion du 31 mai au 2 juin, Monde de couleurs à Porrentruy du 15 au 17 juin et à Martigny du 22 au 24 juin, Fête de la solidarité à Delémont le samedi 30 juin et à Château d'Oex du 9 au 12 août. De plus, la DDC est présente aux grands festivals que sont Caliente à Zurich et Paléo à Nyon. Elle contribue ainsi à faire connaître la diversité et la richesse culturelles des pays «pauvres».

Calendrier des manifestations

(gnt) Pour connaître les dates des manifestations (musique, danse, théâtre, soirées littéraires et arts visuels) qui se déroulent en Suisse et ont un lien avec l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie, il suffit de consulter le site www.coordinarte.ch. Il est d'ailleurs possible d'y faire des recherches par date, par lieu ou – ce qui est nouveau – par organisateur. La rubrique «projets» contient une foule d'informations sur les tournées et les festivals en préparation.

Nouvelle tournée de Mabulu

(gnt) Après avoir enflammé le public suisse en automne 2000, le groupe Mabulu est de retour. Avec l'aide de la DDC, ces musiciens mozambicains qui font dialoguer le rap et le marrabenta entament une tournée en Europe. Cette fois, ils devraient se tailler un succès international sur les scènes des festivals. Des concerts sont aussi prévus dans des écoles et des clubs.

Les dates des concerts seront indiquées dans la presse spécialisée ou sur www.coordinarte.ch

Migrations et coopération

(vuc) Après avoir été seulement esquissées à la fin des années 80, les relations existant entre la coopération internationale et les migrations sont devenues très concrètes et actuelles pendant les guerres dans les Balkans. Le numéro 4 des «Écrits sur le déve-

Livres et brochures loppement» est essentiellement consacré à ce thème. Sous le titre *Coopération internationale et migrations*, l'ouvrage contient huit contributions de spécialistes extérieurs et de la DDC sur différents aspects de la question, ainsi qu'une table ronde. Il existe en quatre versions linguistiques (français, allemand, italien et anglais).

«*Coopération internationale et migrations*» peut être commandé gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12, e-mail: info@deza.admin.ch, ou bien au moyen du coupon de commande figurant dans la liste des publications ci-jointe.

Jeune fille au hammam

(bf) Assia Djebar, née en Algérie, est la figure de proue de la littérature du Maghreb. Dans son roman *Vaste est la prison*, l'auteure, qui est aussi historienne et cinéaste, ne raconte pas seulement l'histoire de son pays. Elle met également en scène sa propre histoire et ses racines. C'est dans l'atmosphère intime

du hammam, parmi les femmes qui portent sur elle un regard bienveillant mais envieux, que la jeune fille entend le mot «ennemi». Dans ce livre, Assia Djebar reprend les thèmes qui lui sont chers: l'identité des femmes dans la société musulmane, la quête d'autres traditions dans l'histoire arabe et l'appel à la révolte des femmes.

Assia Djebar: «*Vaste est la prison*», Éditions Albin Michel, Paris

Bilan environnemental

(vuc) La brochure *Environnement global. Partenariats Nord-Sud* dresse le bilan du programme environnemental global de la DDC et présente le point de vue des partenaires suisses et locaux sur les impacts de ce programme. Lancé en 1991 grâce au crédit du 700^e anniversaire de la Confédération, ce programme entendait soutenir les pays en développement dans leurs efforts de mise en œuvre des conventions-cadre des Nations Unies dans le domaine de l'environnement global. La brochure est disponible en allemand et en français. Des versions anglaise et espagnole sont en préparation.

«*Environnement global*» peut être commandé auprès de: info@deza.admin.ch.

Elle se trouve aussi sur le site Internet www.deza.admin.ch.

La Suisse et l'ONU

(vuc) L'ONU, son histoire, sa fonction et les nouveaux défis auxquels elle doit faire face, les

butts communs de la Suisse et de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la question de l'adhésion de la Suisse: tous ces aspects sont abordés dans *La Suisse et l'ONU*, brochure d'information éditée par le Département fédéral des affaires étrangères en français, allemand et italien.

On peut commander la brochure auprès de: OFCL OCFIM/ONU, 3003 Berne (numéro de commande 201.250 f), tél. 031 325 50 50, fax 031 325 50 58, Internet: www.admin.ch/edmz

Et les hommes dans tout ça?

(jls) Depuis un quart de siècle, de nombreuses études ont porté sur l'approche hommes-femmes dans le développement. Mais elles ont surtout scruté l'élément féminin de cette équation. L'an dernier, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, a consacré un colloque international aux hommes, et plus précisément aux différentes manières dont se construit l'identité masculine dans les sociétés. Onze intervenants, dont plusieurs originaires du Sud, ont contribué à cette réflexion.

«*Quel genre d'homme? Construction sociale de la masculinité, relations de genre et développement*» peut être obtenu gratuitement auprès de l'IUED, service des publications:

tél. 022 906 59 50, e-mail: publications@iued.unige.ch



Horst Tappe

Impressum:

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (vuc)
Andreas Stuber (sbs)
Sarah Grosjean (gjs)
Sophie Delessert (dls)
Joachim Ahrens (ahj)
Antonella Simonetti (sia) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme:

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie:

City Comp SA, Morges

Impression:

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch 48001

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total:

48001

Couverture:

Keystone/AP Jaime Puebla

Internet: www.ddc.admin.ch

La Suisse et le monde, revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure suisse. Elle paraît quatre fois par an en trois langues (français, allemand et italien).

Le dossier du troisième numéro de 2001 (parution début juillet) traite des acteurs de la politique extérieure suisse: qui assume quelles tâches dans le réseau de la politique étrangère? La dernière édition, publiée en avril, a consacré une large place à l'image de la Suisse.

Il est possible d'obtenir un abonnement gratuit à l'adresse suivante:

«La Suisse et le monde»
c/o Schaefer Thun AG
Industriest. 12 3661 Uetendorf
ou par e-mail: druckzentrum@schaerthun.ch

Dans le prochain numéro :

**Paix, conflits et développement –
les liens importants, les mesures
concrètes et l'engagement de la Suisse**



Olivia Heuster



DIRECTION
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA COOPÉRATION
DDC